

# ÉTUDE SUR LA GRÈCE

## ET LA SORTIE DE LA ZONE EURO

**Le peuple grec aide tous les autres peuples à abattre la  
tyrannie monétaire de l'euro**

***Par Jacques Nikonoff***

***Porte-parole du Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP), professeur associé à l'Institut d'études européennes de l'université Paris 8, auteur de « Sortons de l'euro ! Restituer au peuple la souveraineté monétaire », Mille et une nuits, 2011. Ex- président d'Attac, Jacques Nikonoff est ancien élève de l'école nationale d'administration (ENA), il a été Attaché financier à New York.***

*Le 26 mai 2012.*

<http://www.m-pep.org/>

## Résumé introductif

La présente étude montre que la Grèce, inéluctablement, sortira de l'euro avant la fin de l'année 2012. L'humiliation subie par le peuple grec, cette honte pour l'Union européenne et les pays qui la composent doivent cesser. La Grèce, comme les autres pays, n'a aucun avenir en restant dans la zone euro et dans l'Union européenne.

Les résultats des élections législatives du 6 mai 2012 en Grèce n'ont fait qu'accélérer un processus dont l'issue est déjà déterminée. Quel que soit le rapport des forces qui sortira des nouvelles élections convoquées le 17 juin 2012, la Grèce n'aura toujours pas les moyens de rembourser sa dette. Elle se trouvera, tôt ou tard, dans l'obligation de sortir de la zone euro. Si les Grecs se donnent une nouvelle fois à leurs bourreaux - le PASOK et Nouvelle Démocratie -, ces derniers appliqueront le « mémorandum » qui prévoit la poursuite d'une politique d'austérité effarante dont on connaît le résultat : écrasement de la croissance économique, diminution des recettes fiscales, montée du chômage, délitement de la société et impossibilité de rembourser la dette. À un moment ou à un autre, même ceux qui ont mené la Grèce au précipice seront tenus de sortir leur pays de l'ornière en revenant à la monnaie nationale. Si une coalition de gauche dirigée par SYRISA l'emporte, et que celle-ci reste ferme sur son objectif de rejeter le « mémorandum », la Grèce ne pourra plus rester dans la zone euro. L'arrêt des « aides » de l'Union européenne et du FMI pourra être décidée, au motif que la Grèce ne « respecte pas ses engagements ». Il serait naïf de croire que l'absence de clauses dans les traités européens autorisant l'expulsion d'un pays de la zone euro sera un obstacle. Une situation exceptionnelle peut être invoquée pour, d'une manière ou d'une autre, contraindre la Grèce à décider de quitter la zone euro même si elle ne le souhaite pas.

Les classes dirigeantes européennes sont en train de changer de stratégie vis-à-vis de la Grèce. Jusqu'à présent, les oligarques européens avaient insisté sur le fait que la sortie de la zone euro était impensable, impossible, que la question ne se posait même pas. Maintenant, pour la première fois, ils disent que c'est envisageable, car une sortie de la Grèce de la zone euro poserait moins de problèmes qu'auparavant. Les milieux d'affaires, les banques en particulier, se préparent depuis des mois à l'explosion de la zone euro. Les logiciels informatiques sont prêts à accueillir les nouvelles monnaies nationales. La société britannique De La Rue PLC est prête à imprimer les billets en drachme. L'Union européenne elle-même a élaboré dans le plus grand secret un plan « B » au cas où la Grèce devrait quitter la zone euro. Il n'y a que les partis et syndicats pour continuer à refuser de penser à ce qui va arriver : la sortie de la Grèce de la zone euro. Comme s'il était plus efficace de réagir à chaud et dans l'improvisation, plutôt que de réfléchir à l'avance aux différentes hypothèses qui peuvent se présenter. L'euro, à gauche, reste un tabou.

L'Union européenne apparaît encore plus nettement comme un système tyrannique. Si nous étions vraiment en démocratie, ce qu'ont dit les Grecs par leur vote devrait être entendu et respecté : ils veulent mettre un terme à l'austérité tout en restant dans l'euro et l'Union européenne. C'est pour cette raison qu'ils ont fait exploser leur ancien système politique. Mais pour l'instant, les oligarques européens proposent aux Grecs le tout ou rien : accepter le « mémorandum » signé par l'ancien gouvernement, ou sortir de la zone euro, et peut-être aussi de l'Union européenne.

En procédant de la sorte, les oligarques européens encouragent eux-mêmes la sortie de la Grèce de la zone euro. D'autant que les élections du 17 juin 2012 sont l'objet d'une véritable guerre idéologique. L'*establishment*, terrorisé par la perspective de la sortie de la Grèce de la zone euro, veut transformer ces élections en un référendum pour ou contre la sortie de la Grèce de la zone euro.

Sur le plan technique, des modalités doivent donc être trouvées pour répondre au sens du vote du 6 mai 2012 : abandonner l'austérité tout en restant dans la zone euro.

À la fin du mois de juillet ou du mois d'août 2012, la Grèce risque de ne plus avoir d'argent en caisse puisque SYRISA, si elle gagne les élections, aura refusé le « mémorandum » (l'exigence de 11,6 milliards d'euros de nouvelles économies sur les dépenses publiques) tout en refusant de sortir de la zone euro. Parallèlement, les revendications de SYRISA ont un coût immédiat : remboursement de la taxe foncière, augmentation des salaires et des retraites... comment les financer ? Seule solution dans le cadre de l'euro : que les 26 autres pays soient d'accord pour que la BCE ou un autre mécanisme particulier porte le stock de la dette publique en le sortant des comptes de la Grèce. Et que les 26 autres pays de l'Union européenne, en plus, acceptent d'imposer à la BCE de prêter sans intérêt ou à taux faible à la Grèce. Tout ceci ne pose strictement aucun problème technique.

Il est peu vraisemblable, pourtant, que les oligarques européens acceptent de mettre un terme à l'austérité en Grèce. Les obstacles politiques paraissent insurmontables et nécessitent que SYRISA et ses partenaires élaborent un plan « B » au cas, le plus probable, d'un refus de l'Union européenne d'accéder à leurs demandes. Ce plan « B » ne peut pas faire autrement que de prévoir la sortie de la zone euro. Il faudrait, pour l'éviter, que la suspension des économies de 11,6 milliards d'euros prévues par le « mémorandum » soit acceptée par les 26 autres pays membres, le FMI et la BCE. Et que des fonds étrangers provenant des mêmes sources affluent pour financer du pouvoir d'achat pour les Grecs. Les oligarques européens, pour accepter un tel revirement de doctrine, peuvent toujours mettre en avant le cas particulier de la situation de la Grèce et expliquer qu'il s'agit d'une exception. Sinon comment pourraient-ils justifier de ne pas appliquer cette nouvelle politique aux pays qui connaissent eux aussi une situation proche de celle de la Grèce, l'Irlande et le Portugal en tout premier lieu, mais aussi l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas, la France ?

L'Union européenne ne dispose d'aucun fonds, son budget est minuscule. Tous les fonds provenant de l'Union européenne et du FMI sont gagés par les États membres. Ces derniers devront justifier devant leur opinion publique le fait qu'ils refusent chez eux ce qu'ils font pour les Grecs. Ce n'est pas évident, et on peut raisonnablement penser que sur les 26 autres pays membres de l'UE, tous ne seront pas unanimes pour répondre favorablement à la demande de SYRISA.

On peut se demander si certains milieux des classes dirigeantes européennes n'ont pas, finalement, intérêt à sortir la Grèce de la zone euro en espérant que cela se passe mal pour dissuader les autres pays d'emprunter le même chemin. Ce sera le cas, hélas, si la gauche européenne ne se ressaisi pas et ne pense pas la sortie de la zone euro.

C'est ainsi que les médias offrent en ce moment le plaisir rare et distrayant d'un gigantesque bêtisier à propos des catastrophes que ne manquerait pas de provoquer une sortie de la Grèce de l'euro. Le plus pathétique est qu'un journal comme *L'Humanité*, qui a joué un rôle si éminent dans les combats contre le traité de Maastricht de 1992 et le traité constitutionnel européen en 2005 en se prononçant nettement contre la monnaie unique, ait changé aussi radicalement d'orientation en participant activement à la campagne de peur actuelle. On lira à ce propos le triste article publié dans *L'Humanité* du 22 mai 2012, page 9, signé par Clotilde Mathieu.

La Grèce sortira de l'euro. Mais comment : par l'extrême droite, la droite ou la gauche ? L'intérêt pour la Grèce – ou de tout autre pays – est de quitter la zone euro par la gauche. Cette étude démontre en 10 points comment y parvenir en prolongeant la réflexion débutée dans l'ouvrage « Sortons de l'euro ! Restituer au peuple la souveraineté monétaire » (Mille et une nuits) publié en mai 2011. Si la zone euro explose, comme c'est prévisible, il faudra imputer une partie de la responsabilité à l'intransigeance allemande.

Aujourd'hui, les oligarques européens considèrent que renoncer à la rigueur serait perçu comme le plus grand échec de l'histoire de la « construction » européenne. Empêcher la Grèce de sortir de la zone euro a des raisons essentiellement

politiques, les mêmes, mais à l'envers, que celles qui avaient conduit à organiser la zone euro : le fédéralisme. Car avec la monnaie unique, ce qui était recherché n'était pas l'efficacité économique mais l'Europe fédérale de fait. Qu'un pays sorte, et c'est tout le projet fédéraliste qui vacille.

La sortie de la Grèce de la zone euro serait ainsi une lourde défaite politique et idéologique pour les classes dirigeantes, d'autant que ce pays représente 2% du PIB de l'UE, c'est-à-dire le PIB des Hauts-de-Seine. L'euro est un fétiche, le symbole de l'ordre eurolibéral déclinant.

Cependant, la gauche européenne rencontre quatre difficultés sur la question de l'euro.

D'abord, l'adversaire n'est pas clairement désigné. L'Union européenne, en tant que système d'aliénation, d'exploitation et de domination n'est jamais mise en cause comme tel. Certes, les marchés financiers sont largement accusés, à juste titre. Mais il n'est jamais dit que les marchés financiers ont été mis en place par les dirigeants politiques occidentaux à l'occasion de la révolution conservatrice néolibérale, et que l'Union européenne n'en est qu'un élément.

Ensuite, les origines de la crise et les moyens de la juguler ne sont pas correctement appréhendés. Les dirigeants des partis de gauche sous-estiment gravement les possibilités techniques qui s'offrent pour résoudre les problèmes. En vérité, beaucoup d'entre eux donnent l'impression de croire qu'il n'y a pas de solution, au-delà des formules rhétoriques qu'ils peuvent utiliser.

Enfin, la plupart des propositions faites par la gauche repose sur leur acceptation par l'Union européenne, rien n'est envisagé en cas de refus. Cette attitude est étrange, car pourquoi refuser d'envisager l'hypothèse – plausible – que les 26 autres pays membres de l'Union européenne, ou un certain nombre d'entre eux, refuseront d'appliquer les mesures proposées par la France ?

En dernier lieu, il existe un véritable blocage de la gauche sur la question de l'euro. La gauche ne veut pas envisager qu'un pays puisse quitter la zone euro, à plus forte raison que la zone euro explose. La gauche reprend même les arguments les plus niais diffusés par les médias pour justifier son inertie.

Un immense chantier d'éducation populaire s'ouvre afin de contribuer à pulvériser le mythe européen et sa monnaie unique.

## Sommaire

### I.- LES CLASSES DIRIGEANTES EUROPÉENNES SONT EN TRAIN DE CHANGER DE STRATÉGIE VIS-À-VIS DE LA GRÈCE

A.- Les oligarques européens évoquent désormais pour la première fois la possibilité que la Grèce sorte de la zone euro

B.- Les milieux d'affaires se préparent à l'explosion de la zone euro

C.- La presse liée aux milieux d'affaires relaie les préoccupations des classes dirigeantes européennes

D.- Les mensonges des oligarques européens enfin dévoilés

### II.- L'UNION EUROPÉENNE APPARAÎT ENCORE PLUS NETTEMENT COMME UN SYSTÈME TYRANNIQUE

A.- Sur le plan des principes démocratiques, le vote du peuple grec doit être respecté par les oligarques européens

B.- Sur le plan technique, des modalités doivent être trouvées pour répondre au sens du vote du 6 mai 2012 : abandonner l'austérité tout en restant dans la zone euro

### III.- LA GRÈCE N'A PAS D'AUTRE CHOIX QUE DE SORTIR DE LA ZONE EURO, ESPÉRONS QU'ELLE CHOISISSE LA PORTE DE GAUCHE, LA SEULE QUI SOIT INTERNATIONALISTE

A.- Les « obstacles » mis en avant pour éviter la sortie de la Grèce de la zone euro ne sont que des prétextes

B.- Une sortie de la Grèce de la zone euro est parfaitement possible, elle est souhaitable, elle donnerait un mode d'emploi aux autres pays : 10 mesures pour y parvenir

### IV.- LES QUATRE DIFFICULTÉS DE LA GAUCHE EUROPÉENNES SUR LA QUESTION DE L'EURO

A.- L'adversaire n'est pas clairement identifié

B.- Les origines de la crise et les moyens de la juguler ne sont pas correctement appréhendés

C.- La plupart des propositions faites par la gauche repose sur leur acceptation par l'Union européenne, rien n'est envisagé en cas de refus

D.- Un blocage existe sur la question de l'euro : la gauche ne veut pas envisager que la zone euro puisse exploser et ne se prépare pas à cette éventualité

## Étude complète

Un premier plan de « sauvetage » de la Grèce a été décidé en mai 2010, de 110 milliards d'euros, en contrepartie de mesures draconiennes d'austérité, afin de canaliser le maximum d'argent pour rembourser les créanciers. Deux ans après ce plan, un second plan a été mis au point pour une somme de 130 milliards d'euros, auxquels il faut ajouter l'annulation d'une partie de la dette publique grecque détenue par des créanciers privés pour une centaine de milliards d'euros. Total : 340 milliards d'euros. Tel est le prix, provisoire, pour maintenir artificiellement la Grèce dans la zone euro.

Pourtant, malgré ces flots d'argent, c'est la débâcle. Le PIB grec a baissé de 0,1% en 2008, 3,3% en 2009, 3,5% en 2010, 6,9% en 2011 et probablement de 5% en 2012. Le chômage est passé de 9,8% en octobre 2009 à 21,7% en février 2012, près de 50% pour les jeunes. Les salaires et les pensions ont baissé de 25% en moyenne. Les petits commerces ferment les uns après les autres, des vagues de suicides sont observées, 82 000 emplois publics ont été supprimés. De nombreux enfants sont désormais victimes de malnutrition. Tel est le bilan du « modèle social européen » que l'on avait fait miroiter aux Grecs c'est le système européen qui n'a pas respecté ses promesses envers les Grecs.

Le plus étrange, dans cette obsession de l'austérité, est que depuis la Grande Dépression des années 1930, tous les gens sérieux savent que les politiques d'austérité pour sortir des crises sont inefficaces. Ce sont des politiques du type du *New Deal* qui fonctionnent, accompagnés aujourd'hui de mesures protectionnistes.

### **I.- LES CLASSES DIRIGEANTES EUROPÉENNES SONT EN TRAIN DE CHANGER DE STRATÉGIE VIS-À-VIS DE LA GRÈCE**

C'est ce que relève très justement le *Wall Street Journal* qui fait remarquer que « ces deux dernières années, les responsables politiques de la zone euro ont insisté sur le fait que la sortie de la monnaie unique était impensable. Maintenant ce n'est pas seulement pensable, mais une possibilité réelle » (*Wall Street Journal*, 16 mai 2012). Leur argument principal est de dire que la sortie de la Grèce de la zone euro ne pose pas aujourd'hui les mêmes risques qu'il y a quelques temps. Par exemple, grâce à l'accord conclu avec la Grèce, les banques européennes sont moins exposées à la dette publique de ce pays. Certes, du coup, c'est la BCE et les banques centrales des pays de la zone euro qui se trouvent exposées puisqu'elles ont racheté une partie importante de ces dettes, mais elles peuvent faire face à un défaut grec.

Les oligarques européens semblent néanmoins divisés sur le maintien ou l'expulsion de la Grèce de la zone euro.

#### **A.- Les oligarques européens évoquent désormais pour la première fois la possibilité que la Grèce sorte de la zone euro**

On trouve d'abord, pour évoquer cette hypothèse, un certain nombre de dirigeants des banques centrales de la zone euro, dont le premier d'entre eux, Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne. Ce dernier, lors d'un colloque à Francfort le 16 mai, a dit que « notre préférence est que la Grèce continue à rester dans la zone euro ». C'était une façon d'admettre, pour la première fois, que la sortie de la Grèce de la zone euro était une question qui désormais se posait. De son côté, le directeur de la banque centrale de Belgique, Luc Coene, a évoqué un « divorce à l'amiable » avec la Grèce (*Le Monde*, 15 mai 2012). Pour Jens Weidmann, président de la Bundesbank : « il n'y a plus de raison de la soutenir financièrement » (*Le Figaro*, 14 mai 2012). Quant à Patrick Honohan, gouverneur de la banque centrale d'Irlande : « la Grèce se retrouverait ipso facto hors du bloc monétaire » si elle renonçait à la parole donnée (*Le Figaro*, 14 mai 2012). Il ajoute que le divorce avec la Grèce ne serait pas « fatal » pour l'union monétaire, et que la sortie de la Grèce de la zone euro peut être techniquement « gérée » (*Wall Street Journal*, 15 mai 2012).

Qui peut croire qu'un tel tir groupé des hommes en noir du Système européen des banques centrales (SEBC) résulte du hasard ? Il existe bel et bien une stratégie en cours d'élaboration à l'échelle des instances européennes. L'enjeu est de se préparer à la sortie de la Grèce de la zone euro et aux conséquences que cela va entraîner. Des hauts dirigeants du système de Bruxelles alimentent cette idée dans les médias pour créer un climat de peur chez les Grecs afin qu'ils soutiennent les partis favorables au « mémorandum » lors du scrutin du 17 juin 2012.

Pour Jan Kees de Jager, ministre des Finances des Pays-Bas : « *le risque de contagion est loin, beaucoup plus petit qu'il y a un an et demi* » (*Wall Street Journal*, 15 mai 2012). C'est une façon de reconnaître que la sortie de la Grèce de l'euro n'est pas un problème aussi insurmontable qu'on pouvait le penser. Même discours chez Olli Rehn, commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, qui explique que « *la zone euro est aujourd'hui en meilleure posture pour encaisser le choc* » (*Le Figaro*, 14 mai 2012). Même chose encore pour Wolfgang Schäuble, le ministre allemand des Finances pour qui la zone euro « *peut supporter une sortie de la Grèce* » (*Le Figaro*, 14 mai 2012).

Il existe toutefois un autre discours chez les oligarques européens, fait de fermeté et d'intransigeance, sur le modèle de madame Merkel pour qui « *il est de la plus haute importance que le programme agréé avec la Grèce continue à être appliqué* » (*Le Monde*, 9 mai 2012). Ou encore José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne qui persiste à dire qu'il « *vaudrait mieux que la Grèce quitte le club monétaire si elle ne veut pas en respecter la loi* » (*Le Figaro*, 14 mai 2012) ; « *la Grèce n'a pas d'autre choix que d'appliquer la rigueur, sinon c'est la faillite* » (*Le Figaro*, 9 mai 2012). On retrouve cette ligne « dure » chez George Provopoulos, gouverneur de la banque centrale de Grèce : « *L'ajustement doit être poursuivi avec détermination. Ce qui est en jeu est le choix entre un douloureux effort de reconstruction de l'économie dans la zone euro, avec le soutien de nos partenaires, ou une régression sociale et économique désordonnée qui projettera le pays plusieurs décennies en arrière, avec la sortie de l'euro et de l'Union européenne* » (*Wall Street Journal*, 24 avril 2012).

C'est Jean-Claude Trichet, l'ancien président de la BCE, qui fait preuve de la plus grande intransigeance. Il a inventé un nouveau concept : « *Le fédéralisme d'exception* ». Ce dernier lui semble « *non seulement nécessaire pour garantir une solide union économique et monétaire, mais il pourrait aussi s'adapter à la véritable nature de l'Europe sur le long terme. Je ne crois pas que nous aurons un grand budget centralisé de l'Union européenne* » (*Les Échos*, 22 mai 2012). Traduction : le système de Bruxelles doit être capable de mettre les États sous tutelle complète de la Commission européenne. Le système de la troïka n'était qu'un premier test.

La ligne politique majoritaire est claire : acclimater les esprits à une sortie de la Grèce de la zone euro en minimisant les conséquences que cela pourrait avoir, faire peur aux Grecs et aux autres peuples.

## **B.- Les milieux d'affaires se préparent à l'explosion de la zone euro**

Depuis plusieurs mois des informations filtraient au compte goutte sur les préparatifs des milieux d'affaires face au risque réel ou supposé d'explosion de la zone euro. Elles n'ont suscité que le silence dans les médias, les gouvernements, les syndicats et les partis politiques. Les patrons se préparaient, mais pas les organisations représentant les salariés qui n'ont pas pris d'initiatives sur le sujet. Aujourd'hui les digues commencent à craquer, les choses commencent à être mises sur la table.

Pour Hans-Werner Sinn, le président de l'institut allemand de conjoncture économique IFO, « *la Grèce ne retrouvera pas de compétitivité en tant que membre de la zone euro et d'autres pays européens en difficulté auront également du mal à baisser les salaires dans les proportions nécessaires [...] Je suis personnellement d'avis que la Grèce n'a aucune chance d'être compétitive en restant dans la zone euro* » (*Reuters*, 23 avril 2012).

Pour d'autres raisons, « à la City on se prépare à la possible sortie de la Grèce de la zone euro » (*Le Monde*, 19 mai 2012). En novembre 2011, la Financial Services Authority (FSA) a demandé aux banques de réfléchir dans le plus grand secret à un plan d'urgence « dans la perspective d'un départ désordonné de certains pays de la zone euro ». Les banques qui participent au marché des changes comme Citigroup, Barclays ou HSBC « ont adapté leurs systèmes informatiques à une possible réintroduction de la drachme ». Des séminaires sont régulièrement organisés pour les clients en vue « d'explorer ensemble les différents scénarios pour la Grèce, leur coût financier et les canaux de contagion ». De son côté, le président de la Fédération européenne des banques a laissé entendre qu'une sortie de l'euro de la Grèce ne mettrait pas en danger le système bancaire européen (*Le Monde*, 15 mai 2012).

Pour le géant bancaire américain Citigroup, une sortie de la Grèce de la zone euro serait un « événement contrôlé pour le reste de l'Europe », selon Hamid Biglaric, vice-président en charge des marchés émergents de Citigroup Inc. Les effets sur Citigroup seraient « faibles, nous avons une exposition négligeable » (*Bloomberg*, 11 mai 2012). « La probabilité de sortie de la Grèce de la zone euro se situe entre 50% et 75% » selon Richard Cookson, responsable des investissements chez Citi Private Bank (*Wall Street Journal*, 7 mai 2012), alors que la banque J.P. Morgan donne « 50% de chances » (*Wall Street Journal*, 8 mai 2012).

Au fil de la lecture de la presse on apprend par exemple que Kuoni (voyageur suisse) discute avec ses partenaires grecs du retour à la drachme ; que pour l'agence de notation Fitch la sortie de la Grèce de la zone euro « ne signifierait pas la fin de la monnaie unique » (*Le Figaro*, 9 mai 2012), etc.

Bref, les grandes entreprises et les banques sont prêtes à gérer la sortie de la Grèce et d'autres pays de la zone euro.

### **C.- La presse liée aux milieux d'affaires relaie les préoccupations des classes dirigeantes européennes**

Ces deux dernières années, les grands médias ont organisé un silence absolu – sauf rares exceptions – sur la situation réelle de la zone euro et ses risques d'explosion. Les journalistes « chiens de garde » et les économistes « à gages » ont fait barrage à toute pensée critique qui pouvait remettre en cause le fétiche de la monnaie unique. Des auteurs comme Jacques Cotta, Jean-Luc Gréau, Frédérique Lordon, Jean-Jacques Rosa, Jacques Sapir ont été ignorés quand ce n'est pas traînés dans la boue ou insultés en les comparant aux positions de l'extrême droite. Pour ne prendre que mon cas personnel, mon ouvrage « Sortons de l'euro ! Restituer au peuple la souveraineté monétaire » (Mille et une nuits), publié en mai 2011 et qui, pour la première fois, mettait notamment en débat des modalités précises de sortie de l'euro par la gauche, a été littéralement jeté aux oubliettes par les médias. Seuls 5 médias français ont bien voulu en faire un commentaire ou m'inviter sur un plateau : *France 24*, *France Culture*, *Le Monde Diplomatique*, *Radio Africa n° 1*, *Radio Beur*. Le boycott et la censure ont joué à plein, y compris dans des journaux de gauche comme *Alternatives Économiques*, *L'Humanité*, *Politis* qui ont participé à l'interdiction de ce débat. Le même ostracisme a concerné les autres auteurs.

Aujourd'hui les grands médias font un virage à 360°, mais persistent dans leur ostracisme à l'égard de ceux qui ont eu le tort d'avoir raison avant tout le monde. Il n'en reste pas moins que la réalité est la plus forte et que ces médias sont désormais obligés de parler de ce qui maintenant saute aux yeux : l'agonie de la monnaie unique.

Voilà un florilège :

- *Wall Street Journal*, 7 mai 2012 : « Sans assistance, la Grèce manquera de liquidités en quelques semaines, obligeant le pays à réintroduire son ancienne monnaie, la drachme ».



- *Wall Street Journal*, 8 mai 2012 : « *les électeurs grecs veulent rester dans l'euro, mais si l'Europe débranche la prise du financement, la Grèce n'aura pas d'autre choix que de sortir de l'euro* ».
- *Le Figaro*, 9 mai 2012 : « *Et si la Grèce rompait avec la monnaie unique ? La question se pose dans les rues d'Athènes comme sur les places boursières* ».
- *Les Échos*, 9 mai 2012 : « *Grèce : le risque de sortie de l'euro s'intensifie* ».
- *Le Figaro*, 10 mai 2012 : « *la Grèce n'échappera pas à une cure d'austérité drastique si elle souhaite rester dans l'euro* ».
- *Le Monde*, 11 mai 2012 : « *le plan de restructuration de la dette grecque qui a permis d'effacer 100 milliards d'euros, semble avoir fait disparaître la menace d'une implosion de tout le système financier européen* ». Il ne reste que 70 milliards d'euros de dette grecque aux mains des créanciers privés.
- *Les Échos*, 15 mai 2012, sur toute la Une, « *Grèce : le spectre d'une sortie de l'euro alarme les marchés* ». Le chapô précise « *L'impasse politique qui se prolonge en Grèce rend de plus en plus crédible le scénario d'une sortie du pays de la zone euro* ».
- *Le Figaro*, 15 mai 2012 en Une : « *Et si la Grèce sortait de la zone euro...* » ; sous-titre : « *Les économistes et les États commencent à évaluer le coût d'un abandon de la monnaie unique par Athènes* ».
- *Le Figaro*, 15 mai 2012, sur toute une page en large « *Zone euro : la sortie de la Grèce n'est plus taboue* ».
- *Le Monde*, 16 mai 2012, titre sur toute la page « *Le scénario d'une zone euro sans Grèce s'installe* ».
- *Der Spiegel*, 18 mai 2012 : « *La Grèce ne peut plus différer sa sortie de la zone euro* ». Le journal affirme que « *les meilleurs espoirs de la Grèce se trouvent désormais dans un retour à la drachme [...] Seul un retrait grec de la zone pourra donner au pays une chance de se remettre sur pieds à long terme* ».

Puisqu'il s'agit ici de parler de la presse, il est difficile de ne pas évoquer le rôle particulièrement déplorable joué par *Le Monde*. Se voulant européiste parmi les européistes, ce journal s'est encore distingué ces derniers jours. Le 10 mai il titre un article « *Un pays peut-il quitter la zone euro ?* ». Jusque là ça va. C'est ensuite que cela dérape car le journal ne fait parler qu'un seul interlocuteur, évidemment farouchement opposé à la possibilité de sortir de l'euro. Il s'agit d'un illustre inconnu de la banque Natixis qui explique très sérieusement que cela provoquerait « *un bain de sang social puisque l'État devra immédiatement stopper certaines dépenses comme les allocations ou le traitement des fonctionnaires* ». Les dirigeants de cette banque devraient s'inquiéter d'avoir dans leur effectif des agents aussi peu compétents. Le lendemain 11 mai, *Le Monde* convoque son chouchou, Daniel Cohn-Bendit, coprésident du groupe des Verts au Parlement européen. Pour ce *factotum* rémunéré par le système de Bruxelles, « *il faut trouver une porte de sortie avec les Grecs, non pas pour qu'ils quittent l'euro, mais pour qu'ils respectent leurs engagements [...] Il doit y avoir un moyen de se mettre d'accord sur un agenda plus court afin d'accompagner la mise en œuvre du mémorandum, quitte à l'amender un peu* ». Et l'ex-gauchiste d'ajouter : « *je ne crois pas qu'une sortie de la Grèce de la zone euro soit possible.* »

## **D.- Les mensonges des oligarques européens enfin dévoilés**

Selon *Le Monde* du 16 mai 2012, depuis 2011 une « *task force* » secrète a été mise en place par le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, chargée d'élaborer des scénarios au cas où la Grèce devrait sortir de la zone euro. Elle aurait élaboré une stratégie de sortie de crise avec les conséquences possibles d'un retrait de la Grèce de la zone euro à la fois pour le reste de la zone et pour la Grèce elle-même. Conclusion de cette « *task force* » : une part importante de la dette grecque est désormais détenue par des créanciers publics, et notamment la BCE. La situation deviendrait dangereuse si la Grèce cessait de rembourser ses dettes. La « *task force* » propose la création d'un compte spécial en dehors du budget grec où les aides européennes seraient versées pour rembourser le capital et les intérêts des débiteurs publics. En contrepartie la BCE reprendrait son programme d'achat de titres grecs sur le marché secondaire auprès des autres pays détenteurs de dette grecque. Pour confirmer cette information le journal du soir ajoutait que « *les Pays-Bas ont d'ailleurs reconnu, mardi 15 mai, avoir étudié l'hypothèse d'une sortie de la Grèce de l'euro* ».

L'effet boule de neige se produisant, *L'Expansion.com* du 18 mai 2012 reprenait le sujet et annonçait que « *la sortie de la Grèce de l'euro n'est non seulement plus taboue, elle fait désormais l'objet d'études préparatoires de la part des institutions européennes* ». Le commissaire européen au Commerce Karel De Gucht a reconnu vendredi 17 mai dans une interview au quotidien néerlandophone belge *De Standaard*, l'existence de tels plans d'urgence. Il s'agit de la première déclaration en ce sens d'un haut responsable européen : « *Il y a un an et demi, un risque d'effet domino aurait pu exister. Mais aujourd'hui, il y a, à la fois au sein de la Banque centrale européenne et de la Commission européenne, des services qui travaillent sur des scénarios d'urgence dans le cas où la Grèce n'y arrive pas.* » Ces propos ont donné lieu à une sèche mise au point du commissaire européen aux Affaires économiques, Olli Rehn : « *Karel De Gucht est responsable du commerce, je suis responsable des affaires économiques et financières et des relations avec la BCE. Nous ne sommes pas en train de travailler à un scénario de sortie de la Grèce, nous travaillons sur la base d'un scénario où la Grèce reste dans la zone euro* », a-t-il déclaré au cours d'un déplacement à Londres. La Commission européenne avait déjà tenté d'éteindre toute polémique après les propos de M. De Gucht : « *La Commission européenne dément fermement étudier un scénario de sortie de la zone euro pour la Grèce. La Commission souhaite le maintien de la Grèce dans l'euro* », avait déclaré sur Twitter l'un de ses porte-paroles, Olivier Bailly. Le président de la Commission, José Manuel Barroso, et M. Rehn « *disent depuis deux ans que la Commission veut que la Grèce reste dans la zone euro, cela reste vrai ! Il n'y a aucun plan de sortie de la Grèce* », a-t-il insisté, toujours sur Twitter.

*Le Monde* du 21 mai 2012 est revenu sur le sujet dans une pleine page titrée « *La sortie de la Grèce de l'euro étudiée à Bruxelles* ». Le journal, malgré les démentis des autorités bruxelloises, confirmait que « *l'hypothèse d'une sortie de l'euro de la Grèce est bel et bien examinée de près à Bruxelles, comme dans les capitales européennes, ainsi qu'à Washington.* » Qui pouvait en douter ? *Le Monde* rapporte que pour les dirigeants européens le scrutin du 17 juin en Grèce « *s'apparente à un vote pour ou contre l'euro* ». D'ailleurs, la chancelière allemande aurait « *suggéré* » aux autorités grecques d'organiser une telle consultation « *en parallèle des élections* ». François Hollande – et c'est très inquiétant pour la suite – a déclaré qu'« *il appartient aux Grecs de démontrer leur attachement à l'euro* ». C'est clairement une manière d'appeler à voter pour les bourreaux du peuple grec que sont le PASOK et Nouvelle Démocratie.

La directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde, avait elle-même évoqué mardi 14 mai à Paris la possibilité d'une « *sortie ordonnée* » de la Grèce de la zone euro, dans un entretien accordé à la chaîne de télévision France 24 : « *si les engagements budgétaires de ce pays n'étaient pas tenus, il y a des révisions appropriées à faire et cela ça veut dire soit des financements supplémentaires et du temps supplémentaire soit des mécanismes de sortie qui devraient être une sortie ordonnée dans ce cas* », a-t-elle déclaré.

À son tour le *Wall Street Journal* du 20 mai 2012 a mis les pieds dans le plat. Pour le journal de la finance « *l'Europe a commencé à se préparer pour une possible sortie de la Grèce de la zone euro en anticipant les élections du mois prochain qui sont devenues un référendum pour l'appartenance de ce pays à la monnaie unique* ». Le journal dévoile en outre que la société De La Rue PLC, installée au Royaume-Uni, qui fait partie des quelques rares imprimeries autorisées à imprimer des billets de banque (150 devises) serait en train de se préparer à imprimer des billets dans une nouvelle monnaie pour la Grèce au cas où le pays quitterait la zone euro. Il s'agirait d'une initiative de cette société qui n'aurait reçu aucune commande de qui que ce soit. La banque centrale de Grèce a refusé de répondre aux questions des journalistes de *The Times* et du *Wall Street Journal* sur cette affaire.

*Le Figaro* du 24 mai 2012 confirmait tout cela : « *le comité de préparation de l'Eurogroupe a demandé, lundi, par téléphone, aux États membres de préparer, chacun de leur côté, un plan d'urgence dans l'éventualité d'un abandon de la monnaie unique par la Grèce* ». De son côté, l'agence de presse Reuters a consulté une note de travail, rédigée par un État membre, détaillant le coût pour chaque pays d'une sortie de la Grèce de la zone euro. Le document évoque « *un divorce à l'amiable* » avec un soutien de l'Union européenne et du FMI pour accompagner la sortie de la Grèce.

Au total, on remarquera que les oligarques européens et les milieux d'affaires font preuve d'une redoutable efficacité et de continuité dans la défense de leurs intérêts. Ils savent être pragmatiques et prendre les virages stratégiques quand la réalité économique et les rapports de forces politiques changent. On ne peut pas en dire autant de nombreuses forces de gauche à l'échelle européenne – associatives, syndicales, politiques – qui restent sclérosées et pétrifiées devant le cadavre de l'« Europe sociale » à laquelle certains avaient cru. Un monde est en train de s'écrouler, appelant à l'imagination, et pourtant cette gauche reste engluée dans cet univers déjà dépassé par la réalité. C'est, de manière pathétique, le cas de *L'Humanité* du 15 mai 2012, qui sous la plume du journaliste Fabien Perrier, reprend les arguments classiques de la droite et du patronat : « *la seule arme invoquée est celle d'une sortie de l'euro, menace brandie de plus en plus ouvertement alors que chacun sait bien les conséquences désastreuses qu'elle aurait sur une population déjà terriblement appauvrie par deux années et demi d'austérité* ». Ah bon, « *chacun sait* » ? Mais c'est exactement l'inverse ! C'est en sortant de la zone euro que la Grèce pourra reprendre son destin en main. Heureusement que Dean Baker est là, du journal de gauche britannique *The Guardian* du 18 mai 2012 : « *sortir de l'euro et revenir à la drachme est une solution alternative, aussi perturbant que cela puisse être* ». C'est lui qui a raison !

## **II.- L'UNION EUROPÉENNE APPARAÎT ENCORE PLUS NETTEMENT COMME UN SYSTÈME TYRANNIQUE**

Le mot « tyrannie » n'est-il pas trop fort quand on l'applique à l'Union européenne ? Une tyrannie est un « *gouvernement autoritaire qui ne respecte pas les libertés individuelles et sur lequel le peuple n'a aucun contrôle* » (*Le Petit Larousse*, 1999). L'Union européenne, selon cette définition, est-elle un système tyrannique ? Assurément ! Depuis quand ? Depuis toujours ! Voilà ce que la gauche devrait clamer haut et fort pour orienter les luttes vers le démantèlement de cette tyrannie, condition nécessaire à la construction d'une véritable union des peuples et des nations du continent européen débarrassée de son emprise libérale.

Ces quelques dernières années, le caractère tyrannique de l'Union européenne était mieux apparu à de larges fractions de l'opinion publique européenne. Le refus des oligarques européens de reconnaître les résultats des référendums en Irlande, aux Pays-Bas et en France en 2005 sur le traité constitutionnel européen en avait été le révélateur. Le cas grec, aujourd'hui, devrait finir de convaincre ceux qui restent persuadés que le système de Bruxelles constitue une perspective d'émancipation et que, même s'il est critiquable par certains aspects, il reste transformable de l'intérieur.

Ce que montre l'attitude des oligarques européens est précisément que ce système ne peut pas être transformé positivement de l'intérieur. Il faut l'abattre, c'est bien son explosion qu'il faut rechercher, condition nécessaire à la reconstruction d'un tout autre système : on ne bâtit pas du neuf avec du vieux.

### **A.- Sur le plan des principes démocratiques, le vote du peuple grec doit être respecté par les oligarques européens**

Si nous sommes en démocratie, ce qu'ont dit les Grecs par leur vote doit être entendu et respecté : ils veulent mettre un terme à l'austérité tout en restant dans la zone euro.

#### 1.- Les Grecs ont fait exploser leur ancien système politique

En novembre 2011, après la démission du Premier ministre George Papandreou (PASOK), ce parti a formé une coalition intérimaire avec le parti de droite Nouvelle Démocratie. C'est un oligarque européen, Lucas Papademos, qui a été nommé Premier ministre. Ancien vice-président de la Banque centrale européenne, gouverneur de la banque centrale hellène entre 1994 et 2002, il a joué à ce titre un rôle non encore élucidé dans l'opération de maquillage des comptes publics grecs perpétré avec l'aide de la banque américaine Goldman Sachs. Cette opération avait pour but de faire entrer la Grèce de toute force dans la zone euro. Lucas Papademos a ainsi au moins un point commun avec Mario Monti (ex-conseiller international de Goldman Sachs de 2005 jusqu'à sa nomination à la tête du gouvernement italien en 2012) et avec Mario Draghi (ancien vice-président de Goldman Sachs International pour l'Europe entre 2002 et 2005), actuel président de la BCE. Rappelons que jusqu'aux élections du 6 mai 2012 la Grèce était en réalité gouvernée par la « troïka » composée de la Commission européenne, la BCE et le FMI. La Grèce n'était alors plus un pays démocratique.

Les élections législatives du 6 mai 2012 ont remis les pendules à l'heure. Les deux partis politiques autour desquels la vie politique s'était organisée depuis la chute du régime des colonels en 1974 – le PASOK (Mouvement socialiste panhellénique) et la Nouvelle Démocratie – ont été écrasés. Ils sont passés, à eux deux, de 65% en 2009 à 32% en 2012. Si on prend l'ensemble des partis favorables au « mémorandum » signé avec la troïka, ils recueillaient 77% en 2009. Ainsi les deux tiers des électeurs ont rejeté le « mémorandum », ils ne pardonnent pas la trahison de ces politiciens corrompus.

Le grand vainqueur de l'élection du 6 mai 2012 est la Coalition de la gauche radicale (SYRISA), qui passe de 4,6% en 2009 à 16,8% en 2012 en devenant ainsi le 2<sup>e</sup> parti en Grèce. Elle ressemble au Front de gauche français à deux différences près : le Parti communiste grec n'en fait pas partie ; la coalition accueille en son sein des forces hostiles à l'euro.

Quel est le sens politique de ce vote ? Il est clairement contre l'austérité, contre le « mémorandum », mais dans le cadre du maintien de la Grèce dans la zone euro et l'Union européenne. Personne, à droite ou à l'extrême droite, ne parle en Grèce de sortir de la zone euro et de l'UE. Ce n'est pas non plus le cas de SYRISA et des autres forces de gauche. Seul le Parti communiste grec (KKE) évoque de temps à autre la sortie de la zone euro, mais il ne met pas ces questions en avant et ne prend aucune initiative à leur sujet pour en faire une revendication de masse. D'autres dirigeants du KKE se déclarent farouchement hostiles au retour de la drachme. Au total les Grecs sont entre 15% et 30%, selon les sondages, à vouloir sortir de la zone euro. Selon un sondage de l'institut Marc, ils seraient néanmoins 47% à envisager possible une sortie de leur pays de la zone euro.

À la suite de l'émiettement des scores des différents partis (voir annexe 1), et conformément à la Constitution grecque, de nouvelles élections sont convoquées le 17 juin 2012. Les sondages, pour ces nouvelles élections législatives, donnent de 20 à 28% pour SYRISA qui est placée en tête de tous les partis par les sondages et qui pourrait

conduire le futur gouvernement. La question du respect du vote des Grecs se posera donc dès le lendemain de cette élection.

## 2.- Les oligarques européens proposent pour l'instant aux Grecs le tout ou rien

Le « tout », c'est l'acceptation, par le nouveau gouvernement grec, du « mémorandum » signé par l'ancien gouvernement. Cette position des oligarques européens, si elle reste la même, est totalement inacceptable du point de vue démocratique. Si telle était la situation après les élections législatives du 17 juin 2012, le nouveau gouvernement grec n'aurait pas d'autre choix que de s'aligner sur les exigences des oligarques européens et de trahir, lui aussi, le peuple. Ou de sortir de l'euro, et peut-être aussi de l'Union européenne, directement ou après un référendum s'il est gagné.

Le « rien », c'est la proposition désormais faite aux Grecs de sortir de la zone euro et de l'Union européenne s'ils ne veulent pas « *respecter leurs engagements* ».

Les partis politiques grecs, essentiellement SYRISA et le KKE, subissent une énorme pression des oligarques européens, des médias, des milieux patronaux pour que la Grèce « *respecte ses engagements* », malgré le vote contraire des Grecs. Rappelons que ce ne sont pas les « *engagements* » des Grecs qu'il s'agit de respecter, mais ceux de la classe politique pourrie qu'ils viennent de chasser. En quoi les Grecs seraient-ils comptables des « *engagements* » des truands qu'ils viennent d'éjecter ?

Selon le « mémorandum » signé en mars 2012 avec la troïka par les anciens dirigeants grecs, le pays doit décider 11,6 milliards d'euros de nouvelles mesures d'austérité d'ici fin juin 2012 s'il veut bénéficier de nouvelles « aides » de l'Union européenne et du FMI. Pour Alexis Tsipras, le *leader* de SYRISA, « *les partis qui ont signé le mémorandum représentent désormais une minorité. Leur signature a été délégitimée par le peuple* » (*Wall Street Journal*, 6 mai 2012). Ces « aides », il faut le rappeler, représentent 130 milliards d'euros, plus celle des créanciers privés qui ont accepté un effacement de 100 milliards de leurs créances. Une cinquantaine de milliards viennent de la BCE qui a acheté des titres grecs sur le marché. Plus 100 milliards d'avances de la BCE aux banques grecques.

## 3.- Une partie des oligarques européens encouragent eux-mêmes la sortie de la Grèce de la zone euro

Les élections législatives du 6 mai 2012 avaient déjà été présentées comme ayant pour enjeu le maintien ou la sortie de la Grèce de la zone euro. Ainsi *Le Monde* (2 mai 2012), s'inscrivant parfaitement dans cette perspective, considérait que les législatives du 6 mai « *ressemblent au référendum sur l'Europe que voulait organiser M. Papandréou en novembre 2011* ».

On a changé d'échelle avec la préparation des élections du 17 juin 2012. Elles sont l'objet d'une véritable guerre idéologique déclenchée par *l'establishment* grec et européen qui est terrorisé par la perspective d'une sortie de la Grèce de la zone euro. Les classes dirigeantes grecques et européennes veulent transformer ces élections en un référendum pour ou contre la sortie de la Grèce de la zone euro. Leur calcul est simple. Comme quasiment personne, en Grèce, ne mène de bataille frontale pour la sortie de la zone euro, les électeurs devraient aisément repousser cette idée et se prononcer pour les partis favorables au « mémorandum ». Il faut faire entrer dans les têtes, de gré ou de force, que le rejet du « mémorandum » équivaut à la sortie de la Grèce de la zone euro. Le problème est que c'est vrai !

Pour le président de la Chambre de commerce et d'industrie de la région d'Athènes, Constantine Michalos, à la pointe de ce combat, « *il faut faire des prochaines élections un référendum pour ou contre l'euro comme on aurait dû déjà faire en mai 2010 et, peut-être, en novembre 2011 quand George Papandréou en avait lancé l'idée* ». Il ajoute « *les élections passées ont été placées sous le signe de la colère ; les prochaines doivent l'être sous ceux de la peur de l'abandon de l'euro* ». Pour Nicolas Vernicos, président de la branche grecque de la Chambre internationale de commerce,

« un climat de guerre civile se produira en cas de retour de la drachme », le tout étant aimablement diffusé par *Le Monde* (16 mai 2012), évidemment sans donner la parole à d'autres points de vue.

Monsieur Barroso, de son côté, toujours prompt à saisir le vent qui passe, a déclaré que « *la Grèce fait partie de notre famille. Nous ne voulons pas diviser notre famille, nous voulons qu'elle reste avec nous. Dans le même temps, nous espérons que les autorités grecques respecteront les engagements donnés* » (*Wall Street Journal*, 20 mai 2012). C'est une manière de dire que si les Grecs refusent le « mémorandum, ils auront pris la responsabilité de ne pas respecter leur parole. Ils pourront donc être exclus de la zone euro, le motif sera tout trouvé.

### **B.- Sur le plan technique, des modalités doivent être trouvées pour répondre au sens du vote du 6 mai 2012 : abandonner l'austérité tout en restant dans la zone euro**

Le sens du vote du 6 mai 2012 était simple à interpréter : les Grecs veulent annuler l'austérité, tout en restant dans la zone euro et l'Union européenne. Celui du 17 juin de la même année sera très différent. Un déluge médiatique est en train de s'abattre sur les partis politiques remettant en cause le « mémorandum » (essentiellement SYRISA et le KKE), sur le thème « *voter pour eux revient à voter pour la sortie de l'euro* ». Dès lors, même si ce n'est pas le cas pour nombre de leurs électeurs, une partie de ces derniers aura voté pour la sortie de la zone euro. C'est excellent ! Si SYRISA et le KKE sortent victorieux de cet affrontement, l'idée de la sortie de la zone euro et de l'Union européenne aura fait un bond en avant grâce... aux oligarques européens ! Car sur place, à part quelques groupes minoritaires membres de SYRISA et le KKE qui évoque la question de temps à autre, personne ne mène la bataille frontalement pour la sortie de la zone euro et de l'Union européenne.

À ce propos, ceux qui se réjouissent des mauvais sondages recueillis par la sortie de l'euro en Grèce devraient mieux étudier les enquêtes d'opinion. Selon *Okea News* du 8 février 2012, faisant état d'un sondage réalisé par Skai, 15% des Grecs pensent que la situation va s'améliorer s'ils sortent de l'euro, 70% pensent le contraire. Mais 79% rejettent le « mémorandum » qui préconise encore plus d'austérité, et 54% ont une vision « *négative* » de l'Union européenne. Nous ne sommes pas loin d'une acceptation majoritaire de la sortie de la zone euro et de l'Union européenne...

Sur le plan des principes démocratiques, cette expression de la volonté populaire grecque doit être respectée par le système européen et par les dirigeants des autres pays. Il faut donc étudier les conditions de réussite de cette orientation : abandonner l'austérité tout en restant dans la zone euro et l'Union européenne.

On fait l'hypothèse, ici, que les oligarques européens se sont convertis à la démocratie, et qu'ils respecteront le choix du peuple grec. Ce sont donc les possibilités techniques et juridiques de répondre à la demande des citoyens grecs qui sont étudiées.

Le programme de SYRISA proposé aux autres partis pour gouverner après le 6 mai 2012 prévoyait les mesures suivantes, toujours dans le cadre de la zone euro et de l'Union européenne :

- Remboursement de la taxe foncière imposée en 2011.
- Augmentation des salaires et des retraites.
- Renationalisation des banques.
- Gel des licenciements et des privatisations en cours.
- Développement de l'économie nationale.
- Abrogation des lois sur la remise en cause du droit du travail et sur l'immunité pénale des parlementaires.
- Audit international de la dette publique et moratoire sur son remboursement et le paiement des intérêts.

On peut imaginer, en cas de victoire de SYRISA le 17 juin 2012, que ses revendications resteront les mêmes.

Il faut ajouter le fait que la Grèce a connu un début de panique bancaire, les déposants ayant retiré 700 millions d'euros lundi 14 mai. Les retraits se sont un peu calmés les jours suivants mais la situation reste assez critique. Si elle le veut, la BCE, en liaison avec la banque centrale grecque, peut compenser ces fuites sans limites. Si elle refusait, le gouvernement grec n'aurait plus d'autre recours que d'imprimer des drachmes et remplacer l'euro.

À la fin du mois de juillet ou du mois d'août 2012, la Grèce n'aura plus d'argent en caisse. Parmi les revendications de SYRISA, certaines ont un coût immédiat : remboursement de la taxe foncière ; augmentation des salaires et des retraites... L'argent nécessaire au financement de ces mesures viendra des prêts de l'Union européenne et du FMI dans le cadre des mécanismes actuels, ou dans le cadre d'autres mécanismes faciles à imaginer et à mettre en place (par exemple un fonds spécifique dédié à la Grèce). Ou de l'achat, par la BCE, directement auprès du Trésor grec, de titres de dette correspondant au financement de ces dépenses. Tout ceci ne pose strictement aucun problème technique.

Il reste le gros morceau : le moratoire sur le remboursement du capital et le paiement des intérêts de la dette publique. Là aussi c'est techniquement possible, il y a des précédents, d'autant que l'essentiel de la dette publique grecque, désormais, est entre des mains publiques. Le total de la dette publique grecque au 10 mai 2012 est de 260 milliards d'euros (*Le Monde*, 10 mai 2012) :

- Fonds européen de stabilité : 58,4
- Prêts des États européens : 55,3
- Banque centrale européenne : 55
- Banques non grecques : 36,3
- Banques grecques : 25,3
- Fonds monétaire international : 20,7
- Investisseurs privés grecs : 9

Les gouvernements de la zone euro, le FMI et la BCE peuvent donc accepter ce moratoire et la restructuration de la dette, consentir une décote, un allongement des délais de remboursement du capital et du paiement des intérêts, une baisse de ces derniers.

Mais tout ceci n'est que de la politique fiction, car si les conditions techniques sont aisées à réunir, il en va tout autrement des conditions juridiques et politiques. Et cela même si de timides « ouvertures » ont été faites. Evangelos Venizélos, président du PASOK, propose par exemple que « *les nouvelles mesures d'économie prévues en juin se fassent sur trois ans au lieu de deux. Elles seraient ainsi moins douloureuses* » (*Le Monde*, 4 mai 2012). Pour Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe « *si nous étions dans des circonstances exceptionnelles, nous n'excluons pas un débat à propos d'une extension de la période* ». Ces « ouvertures » présentent quand même de sérieuses limites !

#### 4.- Il est peu vraisemblable que les oligarques européens acceptent de mettre un terme à l'austérité en Grèce

Les obstacles politiques paraissent insurmontables, et un observateur extérieur méconnaissant les subtilités des relations entre les partis politiques grecs ne peut que s'appuyer sur les déclarations de leurs dirigeants et leurs textes officiels. En se livrant à cet exercice, on est conduit à s'interroger sur les raisons pour lesquelles SYRISA et ses partenaires n'élaborent pas un plan « B » au cas, le plus probable, d'un refus de l'Union européenne d'accéder à leurs demandes. Ce plan « B » devrait intégrer une réflexion approfondie sur les risques et les opportunités d'une éventuelle sortie de la Grèce de la zone euro. On ne comprend pas pourquoi ces organisations n'évoquent pas ouvertement cette question afin de participer au débat public puisque celui-ci est désormais lancé après des mois de censure dans les grands médias.

Essayons, avec beaucoup de précautions, d'imaginer les réactions possibles des autorités européennes en cas de victoire de SYRISA lors des élections du 17 juin. Commençons par la revendication formulée par SYRISA de stopper les mesures d'économies de 11,6 milliards d'euros prévues par le « mémorandum » et l'utilisation de fonds étrangers pour financer la hausse des salaires, des retraites, etc. Les oligarques européens, pour accepter, peuvent mettre en avant le cas exceptionnel de la situation de la Grèce. Comment pourraient-ils justifier, autrement, de ne pas appliquer cette nouvelle politique consistant à abandonner l'austérité dans les pays qui connaissent eux aussi une situation proche de celle de la Grèce : l'Irlande et le Portugal en tout premier lieu, mais aussi l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas, la France ? Pays dans lesquels des plans d'austérité se sont également abattus. Si l'Union européenne disposait de ressources propres, la chose pourrait être vraisemblable. Mais ce n'est pas le cas, le budget de l'Union européenne est minuscule, tous les fonds qu'elle mobilise sont gagés par les États membres. Ces derniers, en cas d'abandon des plans d'austérité appliqués en Grèce, devront justifier devant leur propre opinion publique le fait qu'ils refusent chez eux ce qu'ils font pour les Grecs. Ce n'est pas évident, et on peut raisonnablement penser que sur les 27 pays membres de l'UE, tous ne seront pas d'accord pour répondre favorablement à la demande de SYRISA. Cette hypothèse, qui n'est pas totalement dénuée de fondements, renforce les interrogations sur les raisons de l'absence d'un plan « B » envisagé par SYRISA.

La situation est tout aussi complexe pour le moratoire sur le remboursement du capital et le paiement des intérêts de la dette publique grecque demandé par SYRISA. Les pays membres de l'UE, en plus d'accepter de prêter à la Grèce pour que cette dernière augmente les salaires et les retraites de ses citoyens – ce que ces pays refusent chez eux –, devront également accepter de ne pas être remboursés immédiatement sur les prêts qu'ils ont déjà consentis à la Grèce. Même chose pour les institutions publiques qui détiennent des titres de l'État grec : BCE, FMI, banques centrales des pays de la zone euro.

Cela fait beaucoup d'obstacles à surmonter.

Dans cette situation, on peut se demander si une fraction des classes dirigeantes européennes n'a pas choisi la sortie de la Grèce de la zone euro en espérant que cela se passe mal – et même en agissant dans ce but – pour reprendre la main ultérieurement et dissuader les autres pays d'emprunter le même chemin. Ce sera probablement le cas si la gauche européenne persiste dans son attitude visant à ériger la sortie de la zone euro comme un tabou ou, plus grave encore, comme une menace. Pourtant les Grecs n'auront pas d'autre choix que de sortir de la zone euro si les pays membres restent sourds à leur demande. Pourquoi ne pas reconnaître cette évidence et s'y préparer ?

Si, malgré ce qui vient d'être dit, Athènes reste dans la zone euro, la Grèce demeurera dépendante de la communauté internationale pendant des années et des années. Ce statut d'assisté permanent est-il enviable ? N'est-ce pas humiliant ? Est-il porteur d'espoir et de dignité ? Retrouver sa souveraineté monétaire et sa monnaie nationale permettra au contraire à la Grèce de choisir son propre destin et de retrouver sa fierté. Qui peut croire que les Grecs ne sont pas capables de produire eux-mêmes ce dont ils ont besoin ?

### **III- LA GRÈCE N'A PAS D'AUTRE CHOIX QUE DE SORTIR DE LA ZONE EURO, ESPÉRONS QU'ELLE CHOISISSE LA PORTE DE GAUCHE, LA SEULE QUI SOIT INTERNATIONALISTE**

Les médias offrent en ce moment le plaisir rare et distrayant d'un gigantesque bêtisier à propos des catastrophes que ne manquerait pas de provoquer une sortie de la Grèce de la zone euro. Les dix plaies d'Égypte, à côté, font figure de conte pour endormir les enfants. Ce sont les châtiments que Dieu menaçait d'infliger à l'Égypte, selon le Livre de l'Exode, pour convaincre Pharaon de laisser partir le peuple d'Israël. Si le peuple grec part de la zone euro, les eaux du fleuve seront changées en sang, toute la poussière du



sol se changera en moustiques, ce sera la mort des troupeaux, gens et bêtes seront couverts d'ulcères bourgeonnant en pustules, et autres joyeusetés du même genre.

C'est presque ce que nous promet l'éditorial du *Monde* du 23 mai 2012 signé par Erik Izraelewicz : « *une sortie de la Grèce handicaperait les perspectives de reprise. Elle ferait peser une menace de désintégration sur la zone euro. Elle aurait surtout des effets désastreux pour les Grecs : dépréciation de la monnaie, alourdissement de la dette, envolée de l'inflation. Bref, un appauvrissement encore accéléré. Le retour à la drachme : un drame pour Athènes.* »

Même son de cloche, on aurait pu s'en douter, chez Lucas Papademos, l'ancien Premier ministre et ancien vice-président de la BCE nommé par la troïka : les conséquences d'une sortie de la Grèce de la zone seraient « *catastrophiques* », le coût global de cette opération se situerait « *entre 500 et 1 000 milliards d'euros* », rien de moins ! La Grèce serait alors frappée non par les moustiques ou les sauterelles, mais par une « *hyperinflation qui pourrait atteindre 30%, voire 50%* » (*Le Figaro*, 23 mai 2012).

Pour l'un comme pour l'autre la solution est simple : il ne faut surtout pas que la Grèce sorte de la zone euro. Pour monsieur Izraelewicz, « *il n'est pas admissible qu'un petit pays, par son refus des règles du jeu, puisse continuer à mettre en danger l'ensemble du continent. [...] Aux Grecs de choisir. En espérant qu'ils feront le bon choix. Sinon, l'Europe devra en tirer les conséquences. Sans état d'âme.* » Pour monsieur Papademos, la Grèce n'a pas d'autre choix que de poursuivre le programme d'austérité drastique imposé par l'Union européenne, la BCE et le FMI.

Jusqu'à présent tout est normal, chacun est dans son rôle, on ne pouvait pas attendre moins de ces personnages. Un article de *L'Humanité* du 22 mai 2012, page 9, signé de Clotilde Mathieu, va chambouler tous les repères. Qui aurait pu penser que le journal *L'Humanité*, qui a joué un rôle si éminent lors des référendums de 1992 et de 2005 contre les traités européens qui incluaient la monnaie unique, allait se trouver du même côté de la barricade que nos adversaires communs de l'époque ? Et que le journal allait participer à la campagne de peur orchestrée par les classes dirigeantes européennes pour faire plier les Grecs ? C'est absolument incompréhensible et il faudra un jour lever ce mystère.

Cet article témoigne d'une profonde ignorance de la situation dans la zone euro, du droit européen, des mécanismes financiers, de la nature de l'Union européenne, des rapports de forces politiques, des raisons de la création de l'euro et de son bilan, etc. Il n'est pas possible de laisser dire de telles énormités et s'étaler une telle incompétence. *L'Humanité* aurait-elle été contaminée par les agents de Bruxelles, de Francfort, de Washington ? Des agents doubles y séviraient-ils ? Une mise au point s'impose.

Le sous-titre de l'article affirme que la sortie de la Grèce de la zone euro « *condamnerait tout un peuple* ». C'est exactement ce que dit une partie des classes dirigeantes européennes pour dissuader les Grecs de reprendre leur destin en main en faisant régner un climat de peur autour de cette éventualité. C'est pourtant exactement l'inverse : c'est en restant dans l'euro que la vie sera de plus en plus difficile pour les peuples.

L'article se poursuit en énonçant une nouvelle extravagance : la dévaluation qui suivrait une sortie de l'euro, « *dans un pays qui importe la plupart des produits consommés, dont le prix exploserait* ». La réalité est fort différente des approximations de cette journaliste. Bien que la Grèce soit reconnue comme pays producteur de denrées agricoles, il est vrai que le pays importe des produits clés pour répondre à ses besoins : fromage de spécialité, bœuf, blé, porc, sucre, cigarettes... pour une valeur de 10 milliards de dollars en 2009. En revanche le secteur agricole est pratiquement autosuffisant en matière de production de cultures : la production de fruits et de légumes permet de répondre à la demande intérieure. Deux remarques : d'abord, aucun pays ne peut, sur la durée, consommer plus qu'il ne produit sans un endettement croissant qui, à un moment donné, sera refusé par les créiteurs ; ensuite, la règle doit être l'équilibre de la balance des paiements, et pour y parvenir une politique de substitution aux importations doit être menée, au moyen, notamment, de mesures protectionnistes. Il n'y

a donc aucune raison que les prix « explosent », d'autant que l'échelle mobile des salaires et des prix immunisera les salariés et pensionnés.

L'article continue par une stupidité encore plus accablante que la précédente : « avec le retour de la drachme, le gouvernement devrait trouver tout seul des financements pour financer les dépenses publiques courantes, et en particulier les traitements des fonctionnaires ainsi que les prestations sociales. » Ah bon ? Les dépenses publiques grecques ne doivent pas être financées par les Grecs ? Comme les dépenses publiques allemandes par les Allemands, les dépenses publiques françaises par les Français, etc. ? Mais alors par qui doivent-elles être financées ? Oui, chaque pays doit financer tout seul comme un grand ses dépenses publiques, le traitement des fonctionnaires, les retraites, etc. Comment faire ? Par la richesse produite par ce pays et son partage. Aucun pays ne peut vivre au-dessus de ce que lui permet sa richesse nationale, sauf à emprunter aux autres pays. Mais alors ce sont ces derniers qui payent les fonctionnaires, les retraites, etc. du pays en question. Est-ce une situation normale, saine, durable ? Alors que l'austérité frappe tous les pays de la zone euro, la journaliste de *L'Humanité* considère de bonne politique que ces pays fassent un effort supplémentaire pour prendre en charge une partie des dépenses publiques grecques. Les Grecs n'en sont-ils pas capables eux-mêmes ? Seraient-ils un peuple d'assistés ? Les Grecs, au contraire, en sortant de la zone euro, pourront assurer leur propre développement sans être dépendants des subsides des autres pays. Ils pourront alors échanger avec les autres d'égal à égal.

Passons sur le reste de l'article qui constitue un cas d'école du revirement à 360° de la position du Parti communiste français sur la question européenne. Il n'y qu'à lire *Le Figaro*, *Le Monde* ou *Libération* qui disent la même chose. Concentrons-nous sur la fin de cet article qui exprime la vision du journal à propos de l'Union européenne. Attention, ces quelques lignes ne sont pas à mettre sous le regard de tout le monde : « l'abandon d'un des pays de la zone euro enclencherait un risque encore plus menaçant : la contagion à d'autres pays et la fin possible de la construction européenne. » Là encore c'est exactement le contraire. Les luttes sociales doivent se développer et converger en Europe pour faire exploser le système. Et la contagion est ce qu'il y a de meilleur à attendre d'une sortie de la Grèce de la zone euro. Car la « construction européenne », faut-il le dire à *L'Humanité*, n'est que la construction du libéralisme à l'europpéenne, un système d'aliénation, de domination et d'exploitation des peuples et des nations dont il faut s'émanciper.

Voilà un article à classer et à conserver, car c'est un véritable collector !

Personne ne devrait plus avoir aucun doute sur le fait que la Grèce sortira de la zone euro dès cette année. La question est de savoir si, une fois hors de la prison-euro, la Grèce tournera vers l'extrême droite, la droite ou la gauche. La version d'extrême droite semble peu probable en Grèce puisque le parti LAOS a collaboré au gouvernement avec le PASOK et Nouvelle Démocratie en défendant le mémorandum. Il n'a recueilli que 2,9% des voix le 6 mai 2012, contre 5,6% en 2009. La moitié de son électorat est partie vers Aube dorée, des nostalgiques de la dictature des colonels, qui sont passés de 0,29% à 6,97%. Si Aube dorée rejette le « mémorandum », cette organisation ne veut pas non plus sortir de la zone euro contrairement à l'extrême droite française. Au total, les voix d'extrême droite sont passées de 5,92% à 9,87%, résultat qui ne peut pas être assimilé à une « percée » comme on l'a entendu dire en France.

La version de droite de la sortie de la Grèce de la zone euro se limite à une dévaluation de la drachme dans l'espoir d'améliorer la compétitivité des exportations grecques. Cette version implique une certaine baisse du pouvoir d'achat des salariés grecs. Les structures de l'économie restent identiques, les banques restent privées et la dette n'est pas annulée. L'accélération du libre-échange proposée par la version de droite de la sortie de la Grèce de la zone euro est finalement une solution sans véritable issue. Car si une dévaluation est nécessaire, cela ne fait aucun doute, ses résultats seront largement insuffisants si on en restait là.

C'est précisément l'intérêt de la sortie de la Grèce – ou de tout autre pays – par la gauche. La présente étude prolonge ainsi les réflexions engagées dans l'ouvrage

« *Sortons de l'euro ! Restituer au peuple la souveraineté monétaire* » (Mille et une nuits) publié en mai 2011. Elle propose un programme en 10 points pour sortir de la zone euro par la porte de gauche.

### **A.- Les « obstacles » mis en avant pour éviter la sortie de la Grèce de la zone euro ne sont que des prétextes**

Après le résultat de l'élection législative grecque du 6 mai 2012, le monde et particulièrement l'Union européenne connaissent une campagne d'affolement de la population. Son but est de faire peur en montrant que la sortie de la Grèce de la zone euro serait une catastrophe non seulement pour les Grecs eux-mêmes, mais aussi pour tous les autres pays européens. Le Fonds monétaire international a donné le ton. Pour lui, une sortie de la Grèce de la zone euro se traduira par la dépréciation de 50% de la nouvelle monnaie (la drachme), la chute du PIB de 12%, l'augmentation des prix de 35% la première année (*Le Figaro*, 15 mai 2012). Le FMI ajoute que l'État devra « *aligner instantanément ses dépenses sur ses recettes* ». En outre, la course aux guichets s'amplifiera, « *obligeant Athènes à bloquer les comptes* ». De surcroît, les banques « *ne pourront plus bénéficier des avances de la BCE (près de 100 milliards d'euros aujourd'hui, le tiers de leurs ressources totales)* ». Bien entendu, le FMI raisonne dans le cadre de son univers mental borné par les dogmes libéraux. Pour franchir les obstacles qui se présenteront quand la Grèce sortira de l'euro, il faut au contraire sortir du cadre de la pensée unique et du « *cercle de la raison* ».

#### 1.- « *Personne ne peut sortir de l'euro car les traités ne prévoient pas cette possibilité* »

Il fallait que les concepteurs des traités européens soient bien sûrs d'eux-mêmes pour « oublier » une clause qui apparaît pourtant évidente. Ils avaient tout prévu pour que les pays entrent dans la zone euro, mais ne pouvaient ou ne voulaient imaginer qu'un État, quelle qu'en soit la raison, puisse en sortir. Quelle incompétence ! Quelle suffisance ! En vérité, persuadés que la monnaie unique allait dans le sens de l'Histoire, ils ne pouvaient simplement pas envisager qu'un pays se retire, faisant ainsi, à leurs yeux, tourner la roue de l'Histoire à l'envers. Aujourd'hui, la marche en avant de l'Histoire est celle qui consiste à se libérer de la tyrannie de l'Union européenne et de sa monnaie.

Cet « argument », celui du vide juridique des traités, est probablement le plus cocasse. Il témoigne du désespoir de ceux qui ne peuvent plus aligner la moindre idée cohérente pour s'opposer à la sortie de la Grèce de la zone euro. Le M'PEP a beaucoup travaillé sur ces sujets et a montré que la Convention de Vienne de 1969 pouvait être invoquée en pareil cas. Il n'y a pas besoin d'un article spécifique dans un traité européen autorisant un pays à sortir de la zone euro pour en sortir en toute légalité.

Le premier principe du droit international, à la base de la Charte des Nations unies, est celui de la souveraineté pleine et entière des États. Tous les États sont souverains et bénéficient d'une égale souveraineté. Comme le dit la Charte dès son article 2 : « *l'Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses membres* ». Le traité international est l'instrument juridique classique de la coexistence et de la coopération entre les nations. Un traité peut se réviser, on peut y adhérer et on peut s'en retirer. Il existe même un droit des traités internationaux codifié dans la Convention de Vienne de 1969. Elle est le « traité sur les traités », elle codifie l'ensemble des règles coutumières concernant l'élaboration des traités.

En règle générale, une possibilité est explicitement offerte aux États signataires d'un traité de se retirer, car c'est une garantie ultime pour la liberté de chacun. Ainsi, l'article 56 de la Convention de Vienne relatif à la dénonciation ou au retrait d'un traité stipule : « *Une partie doit notifier au moins douze mois à l'avance son intention de dénoncer un traité ou de s'en retirer* ». C'est tout.

On peut ajouter que le traité sur l'Union européenne (TUE) comporte un article 50 qui stipule que « *tout État membre peut décider, conformément à ses règles*

*constitutionnelles, de se retirer de l'Union.* » Toutes les modalités sont décrites pour y parvenir. Le plus simple est donc de se retirer de l'Union européenne, ce qui, *de facto*, revient à se retirer de la zone euro. Quitte, ensuite, pour les pays qui seraient tentés, à redemander leur adhésion à l'Union européenne mais avec des réserves, comme c'est le cas pour des pays comme la Grande-Bretagne, la Suède ou le Danemark qui ne sont pas dans la zone euro. Ceux qui prétendent qu'en sortant de la zone euro il y aurait viol des engagements internationaux se trompent.

## 2.- « La Grèce ne peut pas sortir de l'euro car des mesures de rétorsion seront prises à son encontre »

C'est l'argument de la peur. Là encore le caractère tyrannique de l'Union européenne se manifeste avec toute sa cruauté et sa bêtise. La zone euro serait ainsi une prison dans laquelle les peuples seraient enfermés à perpétuité ! Aucune prison n'est assez solide pour enfermer un peuple, l'Histoire l'a suffisamment démontré.

L'exemple de l'Argentine est éclairant. Depuis 2001, ce pays est régulièrement condamné par les tribunaux étrangers et le CIRDI (Centre international de règlement des différends liés à l'investissement). Le CIRDI est un organisme créé en 1965 dédié uniquement au règlement des différends relatifs aux investissements entre États et investisseurs étrangers. À ce jour, 153 États ont adhéré au CIRDI. Mais la caractéristique de l'arbitrage international est qu'il est facultatif et la compétence de l'arbitre suppose l'accord de toutes les parties au litige. À la différence d'un tribunal national, qui tire de sa nature même d'organe juridictionnel étatique le pouvoir de trancher des litiges, un tribunal arbitral ne tient son investiture que de la volonté des parties au litige. À défaut d'une telle volonté, il n'y a pas d'arbitrage possible.

C'est ce qu'a parfaitement bien compris l'Argentine. Quelles sont les suites des poursuites dont elle est victime ? Aucunes ! L'Argentine n'en tient strictement aucun compte. Condamnée à indemniser des investisseurs pour plus de 8 milliards de dollars à la suite d'une cinquantaine d'actions en justice ouvertes contre elle, l'Argentine ne paye pas. Elle ne bouge pas. Elle ignore toute cette agitation et poursuit son chemin. Car le principe central du droit international, encore une fois, est celui de la souveraineté. Même un petit pays demeure souverain. Il ne faut pas se laisser impressionner par ces menaces.

## 3.- « La Grèce ne peut pas sortir de la zone euro car il y a un risque de contamination »

Ce risque, selon certains oligarques européens eux-mêmes, n'existe quasiment plus. Les titres de la dette publique grecque, en effet, ont été rachetés massivement par des institutions publiques qui peuvent encore les conserver sans être mises en danger : le FMI, la BCE, les banques centrales des pays de la zone euro... Les conséquences sur le système bancaire européen seraient alors minimales (voir plus haut).

Néanmoins, il faut reconnaître que deux types de contaminations peuvent se développer.

D'abord, les marchés financiers, tant qu'ils n'auront pas été démantelés, poursuivront leurs opérations spéculatives. Il n'y a pas lieu de s'en étonner, car tant qu'ils existeront ils s'adonneront à cette activité qui est leur raison d'être. Prétendre les « calmer » n'a aucun sens, il faut les mettre hors d'état de nuire. Si les instances européennes craignent une recrudescence des nuisances des marchés financiers à la suite d'une sortie de la Grèce de la zone euro, elles n'ont qu'à démanteler les marchés financiers et la question sera définitivement réglée. Oui, on peut faire disparaître, rapidement, dans un seul pays, et à plus forte raison dans plusieurs, les marchés financiers. Prétendre le contraire est de l'intoxication intellectuelle.

Ensuite, le deuxième type de contamination qui peut se développer, la plus grave aux yeux des oligarques européens, est celle des peuples luttant pour leur souveraineté monétaire. Elle touchera en premier lieu des pays comme l'Irlande et le Portugal, puis l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas, la France. Vive la contagion !

4.- « La Grèce ne peut pas sortir de l'euro car il y a un risque d'explosion de la zone euro »

De la « contamination » à l' « explosion » il n'y a qu'un pas. S'il s'agit d'un « risque » pour les oligarques européens, c'est une chance pour les peuples et les nations bâillonnés par la monnaie unique. Au demeurant, il ne faut pas surestimer ce risque, qui est essentiellement utilisé comme un chiffon rouge pour apeurer les populations et créer la panique. Cet « argument » est devenu contreproductif. Plus les oligarques persistent à l'utiliser, plus les peuples renforcent leur détermination. Il existe par ailleurs des pays de l'UE qui ne sont pas membres de la zone euro (10 sur 27), comme la Grande-Bretagne ou la Suède, sans pour autant connaître le chaos. Pourquoi la sortie d'un pays de la zone euro serait-elle un drame ? N'oublions pas, enfin, que la Grèce ne représente que 2% du PIB de l'Union européenne. Que vaudrait un tel système si une partie infime de lui-même pouvait aussi facilement réduire l'ensemble en cendres ? La menace du risque d'explosion de la zone euro en cas de départ d'un pays membre contribue puissamment à discréditer encore un peu plus l'Union européenne et l'euro.

5.- « La Grèce ne peut pas sortir de l'euro car sa dette publique va exploser »

C'est, entre autres, un « expert » qui le dit, un certain Sylvain Broyer, de la banque Natixis, qui explique que la dette « *aujourd'hui libellée en euros, exploserait encore davantage que demain si le pays devait adopter la drachme* » (Le Monde, 11 mai 2012). La Grèce deviendrait alors la « *bête noire* » des marchés financiers. Les clients de Natixis devraient reconsidérer leurs relations avec cette banque. Car lorsqu'un cadre de ce niveau professe de telles énormités on peut craindre le pire.

En réalité, cette situation est beaucoup plus simple à gérer qu'on ne le pense généralement. Une sortie de la zone euro est notamment motivée par la nécessité d'annuler la dette publique du pays en question. Pour que la sortie de la zone euro soit efficace, cette dette doit être convertie dans la nouvelle monnaie nationale (la drachme par exemple), cette monnaie nationale n'étant plus convertible avec les autres monnaies. Un régime de changes fixes est instauré. Les changes et les mouvements de capitaux sont contrôlés. Le marché obligataire est fermé dans le pays qui sort de la zone euro, il ne se finance plus sur les marchés financiers. Ces derniers peuvent le considérer comme leur « *bête noire* », cela n'a plus la moindre importance.

La dette publique ne va donc pas « *exploser* » puisqu'elle n'est plus remboursée, sauf cas particuliers prévus dans le processus de restructuration qui suivra.

6.- « La Grèce ne peut pas sortir de l'euro car la dévaluation de sa monnaie va mettre son peuple à genou »

Le même « expert » de la banque Natixis, l'inénarrable Sylvain Broyer, préposé à la propagande, résume bien la pensée standard qui circule à gauche comme à droite sur ce sujet. Il estime qu' « *avec une monnaie dépréciée, les Grecs verront leur pouvoir d'achat – 50% des produits consommés viennent de l'étranger – s'écrouler, tandis que sévirait une inflation à deux chiffres : jusqu'à 30% par an* » (Le Monde, 11 mai 2012). Une dévaluation de la drachme de 50% est en effet nécessaire. Comme les importations ne représentent que 20% du PIB, la hausse des prix ne sera en moyenne que de 10% et non de 30% ou 50% comme on l'entend dire parfois.

Cela fait déjà beaucoup, mais il est assez simple de se prémunir contre les effets d'une dévaluation, tant dans le court que dans le moyen et long terme. Pour y parvenir, il faut faire l'effort de se projeter dans un autre cadre de pensée que celui du libéralisme. Ainsi, à court terme, la remise en place de l'échelle mobile des salaires et des prix immunisera les salariés et les pensionnés de l'inflation (voir plus bas). À moyen et long terme, le retour à l'équilibre de la balance des paiements sera permis par une politique industrielle de substitution aux importations.

D'autres agents du système de Bruxelles ajoutent que les banques et les entreprises grecques ayant des dettes à l'étranger, libellées en euros, ne pourront plus les honorer et déposeront le bilan. La récession serait alors encore plus profonde. Les plus gênés seront les créiteurs qui devront accepter une monnaie dévaluée et non convertible. Ils seront tenus de poursuivre leur activité en Grèce au risque de tout perdre. Dans ces conditions, les risques de dépôt de bilan pour les entreprises sont assez limités. Cela fait d'ailleurs partie des aléas habituels de la vie des affaires, dont une partie est couverte par des assurances spécifiques.

Tout ceci n'est pas nouveau, car lorsque le Fonds monétaire international impose l'austérité à un pays dans le cadre de ses « Plans d'ajustement structurels », il propose en même temps de dévaluer sa monnaie. Le but est que des exportations plus faciles compensent la chute de la demande domestique sous l'effet de l'austérité. La dévaluation n'est évidemment pas possible dans le cadre de l'euro, mais elle l'est hors de ce cadre dans des conditions parfaitement maîtrisables.

#### 7.- « La Grèce ne peut pas sortir de l'euro car il y aura panique bancaire et fuite des capitaux »

Une panique bancaire est un risque tout à fait réel, comme on a pu le voir dans certains pays et en Grèce même, dans le cadre de l'euro, après les élections législatives du 6 mai 2012. Cependant, une panique bancaire est un phénomène parfaitement bien connu qui peut être maîtrisé sans réelles difficultés. On l'a vu avec l'affaire Northern Rock. Cette banque britannique, spécialisée dans le crédit immobilier, a mené dans les années 2000 une politique de prêts risquée. Une grande partie de ses financements provenait de la titrisation, la rendant vulnérable aux retournements du marché. C'est ce qui s'est passé avec la crise des *subprimes* qui la frappée de plein fouet. En septembre 2007, Northern Rock sollicite la Banque d'Angleterre face à ses difficultés pour lever des fonds sur le marché. Une brève ruée bancaire eut lieu, rapidement stoppée par les liquidités et la garantie sur la totalité des dépôts offerts par la Banque d'Angleterre. Une nationalisation temporaire a été décidée en février 2008.

De la même manière, la banque centrale de Grèce, avec l'aide de la BCE, si elle le veut, peut alimenter les banques grecques en euros, sans limite, et garantir les dépôts. Ces mesures simples ne sont pas prises pour alimenter le climat de peur avant les élections du 17 juin. Si la BCE refuse, le gouvernement grec devra décider de passer à la drachme. Les autorités européennes et les médias à leur service ont monté en épingle le mouvement de retrait qui avait pu être observé après les élections du 6 mai en Grèce. Ces retraits étaient modérés et se sont ensuite ralentis. Il s'agissait de faire peur. Certains se rappelleront peut-être l'exemple russe de 1998, quand la panique bancaire a balayé le système de Boris Eltsine en cinq jours. Le gouvernement a décidé le défaut, a laissé flotter le rouble et a dévalué de 50%. Ce schéma est parfaitement possible en Grèce.

#### 8.- « La Grèce ne peut pas sortir de l'euro car il n'y aura plus de financements pour les entreprises »

Dès lors on assisterait à des fermetures d'entreprises à grande échelle.

On peut aisément rétorquer que c'est aujourd'hui que les crédits se font rares pour les entreprises grecques, et que nous assistons à une cascade de dépôts de bilan. Aujourd'hui ! La sortie de la zone euro permettra au contraire de redresser la situation économique et sociale. Les banques, nationalisées, fonctionneront désormais dans le cadre de la sélectivité et de l'encadrement du crédit. Les entreprises seront correctement alimentées (voir plus loin).

9.- « La Grèce ne peut pas sortir de l'euro car il y aura d'importantes conséquences pour de nombreux pays, dont la France »

Le *Wall Street Journal* (20 mai 2012) fait observer que face à la possibilité de la sortie de la Grèce de la zone euro « *personne ne sait à combien s'élèvera l'addition* ». Le journal a fait l'inventaire des estimations qui circulent sur le sujet qui vont de 150 milliards d'euros à 1 000 milliards d'euros et ajoute « *rien de tout cela n'est compréhensible, on ne sait pas ce que cela signifie* ». Il regrette que ces chiffres ne soient pas comparés « *avec le coût du maintien de la Grèce dans la zone euro* ». Par exemple, alors que de nombreuses Bourses baissent en Europe, il est « *impossible d'isoler la contribution de la Grèce* » à cette chute.

Ces observations pleines de bon sens du journal mondial de la finance tombent à pic, car on assiste actuellement à un concours de chiffrage qui ressemble à des enchères : c'est à celui qui fera la meilleure offre. *Les Échos* et *Le Figaro* se sont lancés dans cette périlleuse aventure. Pour *Le Figaro* du 21 mai 2012, « *les Français ignorent qu'ils ont une créance de 66,4 milliards d'euros sur la Grèce* ». Pour *Les Échos* du 21 mai 2012, « *la France détient environ 65 milliards d'euros de la dette souveraine grecque pendant que les banques hexagonales possèdent 37,6 milliards de la dette des entreprises privées non financières* ». Les sommes concernées se décomposent de la manière suivante, selon *Le Figaro*, les chiffres des *Échos* n'étant pas éloignés :

- Aides bilatérales sous forme de prêts à la Grèce : 11,4 milliards d'euros.
- Garantie de la France au Fonds européen de stabilité financière (FESF) : 22,5 milliards d'euros. Rappelons que ce fonds emprunte sur les marchés financiers et reprête aux pays concernés (Grèce, Irlande, Portugal pour l'instant). Il est garanti par les États membres.
- Recapitalisation éventuelle de la BCE : 9,8 + 22,7 milliards d'euros = 32,5 milliards d'euros. La BCE a acheté sur le marché secondaire des titres de la dette publique grecque pour 45 milliards d'euros. S'ils perdent de leur valeur il faudra recapitaliser la BCE, ce qui représentera 9,8 milliards d'euros pour la France. En outre, lorsque la BCE apporte des liquidités aux banques sous forme de prêts, elle leur demande un « *collatéral* », c'est-à-dire des titres (généralement de la dette publique grecque) en contrepartie. Si ces titres ne valent plus rien, la France devra contribuer à la BCE pour 22,7 milliards d'euros.

On peut faire plusieurs objections à ces raisonnements et aux chiffres qui les illustrent. D'abord, les prêts bilatéraux de la France à la Grèce, pour 11,4 milliards d'euros, ont été accordés en contrepartie de mesures d'austérité imposées à la Grèce, et non pour « aider » son peuple à surmonter les épreuves. Il s'agissait en réalité de rembourser les créanciers. Si la coalition SYRISA dirige le prochain gouvernement grec issu des élections du 17 juin, la France devra renoncer aux mesures d'austérité qu'elle avait demandé à ce pays et qui ont contribué à rendre impossible tout remboursement. Elle devra aussi, dans le cadre de la restructuration de la dette publique grecque, accepter un allègement très important des délais de remboursement. La France devra aussi aligner le taux d'intérêt appliqué à ces prêts – autour de 5% actuellement – sur celui des taux de ses emprunts obligataires à 10 ans (environ 3%). On ne peut donc pas suivre *Le Figaro* et *Les Échos* quand ils annoncent sans nuance une perte de 11,4 milliards d'euros pour la France en cas de sortie de la Grèce de la zone euro. Le prêt sera peut-être remboursé, totalement ou partiellement, mais plus tard.

Ensuite, le même raisonnement peut être appliqué au FESF, rendant inutile de faire jouer la garantie de la France qui n'aura rien à déboursier.

Enfin, concernant la BCE, la perte de valeur des titres de la dette grecque qu'elle possède en portefeuille n'est pas nouvelle. Elle ne nécessite absolument pas une recapitalisation de la BCE par les États membres de la zone euro.

Au total, le budget de la France ne sera pas affecté par une sortie de la Grèce de la zone euro. Mais qu'en sera-t-il pour les entreprises privées, les banques en premier lieu ?

À ce jour, les banques françaises n'auraient plus que 2 milliards d'euros d'exposition à la dette publique grecque. Selon Christian Noyer, le gouverneur de la Banque de France : « *je ne connais aucun groupe bancaire qui serait mis en difficulté par un scénario extrême sur la Grèce* » (*Le Figaro*, 15 mai 2012). Il n'est pas certain que l'on puisse le croire sur parole, il s'est déjà tellement trompé. Mais pour aller dans le même sens, des calculs avaient été réalisés en 2011 pour mesurer l'impact d'un défaut sur 25% de la dette publique de l'Espagne, de la Grèce, de l'Irlande et du Portugal (Patrick Artus, janvier 2011). La facture n'était déjà à l'époque que de 7 milliards d'euros pour les banques françaises, 20 milliards pour les allemandes, 14 milliards pour les grecques, 53 milliards pour les espagnoles et 4 milliards pour celles du Royaume-Uni. Et c'était avant le rachat massif des titres publics grecs par la BCE. Pas de problème, donc, pour les banques françaises qui ont fait 11 milliards d'euros de profits en 2009, 21 en 2010 (pour les seules cinq grandes banques commerciales !) et 8,5 en 2011.

Pour *Les Échos* du 21 mai 2012, qui en remet une louche, « *il faut ajouter les lourdes pertes que les entreprises françaises endureraient si la Grèce revenait à la drachme* ». C'est exactement l'inverse. La France, pour ne prendre que cet exemple, a tout à gagner de la sortie de la Grèce de la zone euro. En sortant de l'austérité, ce pays retrouvera du dynamisme économique ce qui est favorable aux affaires.

Une sortie de la Grèce de la zone euro ne se fera pas sans difficultés, inutile de le nier. Mais l'enjeu est de savoir sur qui vont retomber ces difficultés : sur le peuple ou sur la classe possédante locale et les marchés financiers internationaux ?

## **B.- Une sortie de la Grèce de la zone euro est parfaitement possible, elle est souhaitable, elle donnerait un mode d'emploi aux autres pays : 10 mesures pour y parvenir**

Sortir de la zone euro n'est pas un but en soi et ne règlera pas par miracle tous les problèmes économiques et sociaux des pays qui en font partie. Si, dans cette perspective, la sortie de la zone euro n'est pas une condition suffisante, elle est en revanche une condition absolument impérative pour mener de véritables politiques de gauche. Les pays qui sortiront de la zone euro devront agir vite, fort, de manière systémique. C'est tout un système qu'il faut démanteler, c'est donc un autre système qui doit voir le jour.

### 1.- Annuler les plans d'austérité

Dans tous les pays de la zone euro, à des degrés divers, les plans d'austérité ont concerné les salaires, les retraites, la restriction des budgets publics pour des activités d'intérêt général comme la justice, l'Éducation, l'hôpital public, l'assurance-chômage, les minimas sociaux... L'annulation et non l'aménagement de toutes ces mesures d'austérité est déjà l'objectif clairement annoncé de nombreuses luttes sociales. C'est donc à leur prolongement, en leur donnant une perspective politique, et à cette condition seulement, que des gouvernements qui se prétendraient de gauche, partout en Europe, pourraient agir de façon optimale. Ils disposeraient d'un large soutien de la population et de sa mobilisation active. En outre, l'expérience en témoigne, l'austérité ne fait qu'aggraver la crise et menacer la démocratie.

L'annulation des plans d'austérité est-elle compatible avec les politiques de l'Union européenne qui mettent l'accent, au contraire, sur l'austérité, au prétexte d'importantes dettes publiques ? L'annulation des plans d'austérité est-elle compatible avec le maintien dans la zone euro ? L'annulation des plans d'austérité, par une majorité parlementaire qui aurait le mandat obtenu des urnes, quel que soit le pays, aurait pour conséquence, dans le cadre actuel, une augmentation du déficit budgétaire et de la dette publique du pays en question. Des pays comme la Grèce, le Portugal, l'Irlande n'ont déjà plus accès aux marchés financiers et sont depuis des mois sous perfusion des fonds de l'Union



européenne (des autres États membres) et du FMI. Ils risqueraient de voir ces fonds bloqués. Privés d'euros, s'ils veulent toujours annuler les plans d'austérité, les gouvernements de ces pays n'auront pas d'autre choix que de sortir de la zone euro. Il y a donc incompatibilité totale entre le maintien dans la zone euro et l'abandon de l'austérité, il y a incompatibilité totale entre dynamisme économique et maintien dans la zone euro.

## 2.- Supprimer le chômage et la précarité

Un gouvernement soucieux du bien-être de la population voudra répondre à la préoccupation principale qu'elle exprime : le chômage et la précarité. Les conditions économiques propices au développement de l'emploi marchand doivent être créées, un droit opposable à l'emploi doit constituer le filet de sécurité qui ne laissera personne sur le bord de la route.

Pour que des emplois soient créés dans le secteur marchand (ou secteur privé des entreprises), dans l'agriculture, l'industrie et les services, il faut que des marchés existent. Les biens et services, pour être produits, doivent correspondre à une demande des consommateurs que les entreprises vont anticiper. Une fois produits, les biens et services doivent alors trouver preneurs, les anticipations des entreprises seront ainsi confirmées dans la vente au consommateur. Mais pour acheter les biens et services produits, les consommateurs ont besoin de revenus. En Grèce et dans les autres pays de la zone euro les revenus ont été écrasés par les politiques d'austérité. Salaires et emplois sont donc liés. L'emploi crée l'emploi, et le chômage crée le chômage.

Il faut donc commencer à créer les conditions d'un niveau satisfaisant des salaires dans la société. C'est la première condition à réunir pour supprimer le chômage et la précarité. Les carnets de commandes des agriculteurs, commerçants, artisans, petits entrepreneurs se rempliront alors, suscitant du coup des créations d'emplois pour répondre à la demande. Ce dont souffrent certaines entreprises, c'est du chômage ! Il limite leurs débouchés. En augmentant les salaires, on augmente les débouchés des entreprises.

Un gouvernement dispose de nombreux instruments pour pousser les salaires à la hausse : salaire minimum, loi d'augmentation des salaires si les syndicats et le patronat ne parviennent pas à conclure des accords interprofessionnels, salaires des fonctionnaires, allocations diverses (chômage, handicap...), échelle mobile des salaires et des prix, création d'emplois publics...

Le niveau de l'emploi dans le secteur marchand dépend également de la parité de change entre les monnaies. La surévaluation de l'euro, comme c'est le cas pour des pays comme la Grèce ou la France, réduit les capacités d'exportations et facilite la pénétration du marché intérieur par des produits importés. Le retour aux monnaies nationales, s'accompagnant de mesures protectionnistes, permettra la relance des exportations et la diminution des importations. La surévaluation de l'euro présente un autre inconvénient qui est d'encourager les délocalisations. Ces dernières, par la loi, devront être interdites, les relocalisations organisées.

### *Le droit opposable à l'emploi*

Le droit opposable à l'emploi signifie que celui qui n'a pas d'emploi peut s'opposer à l'État en faisant gratuitement appel auprès des tribunaux. L'État sera alors condamné à proposer des emplois au plaignant. Il permet à tout citoyen privé d'emploi de s'en voir proposer un sans délai, conforme à ses souhaits et à ses compétences. La notion de droit opposable, et particulièrement de droit opposable à l'emploi, remet en cause les principes mêmes du capitalisme. Elle pose en effet le problème de la finalité de l'économie et propose une réponse progressiste et internationaliste. Avec des droits opposables qu'il faut financer, l'économie est remise à sa place qui est de produire des richesses permettant de répondre aux besoins de la population, dans le respect de l'environnement. On produira biens et services pour permettre l'application du droit au

logement, aux soins, à l'éducation, à la culture, à une alimentation saine, etc. C'est l'orientation générale de l'économie qui est changée, le mode de production lui-même sera profondément transformé. Le droit opposable à l'emploi est universel, il peut s'appliquer dans n'importe quel pays.

Comment financer le droit opposable à l'emploi ? Depuis une trentaine d'années, dans tous les pays industrialisés, la révolution conservatrice (souvent menée par des dirigeants politiques socio-démocrates) a eu pour but d'opérer un détournement massif des revenus du travail vers le capital. Il faut donc inverser la tendance. En France, en trente ans, la rémunération du capital a pris au travail (masse des salaires et des cotisations sociales) près de 10% du PIB, soit environ 200 milliards d'euros chaque année (en 2011). C'est-à-dire largement de quoi financer 4 millions de salaires au coût moyen chargé annuel de 40 000 euros.

Ces emplois seront créés principalement dans le secteur non-marchand (fonctions publiques d'État, hospitalière, territoriale ; associations ; syndicats ; mutuelles ; entreprises et groupements de fait à but non lucratif...), car il s'agit d'abord de répondre aux besoins des populations. Imposer des embauches obligatoires dans le secteur marchand (privé) ne semble pas réaliste. Pour embaucher du personnel, en effet, l'employeur privé doit avoir un marché auquel répondre par l'embauche. Quand ce marché n'existe pas, comment faire ? Subventionner sur fonds publics le secteur privé ? Cette option n'a pas été choisie. Le droit opposable à l'emploi règlera à court terme la question particulière de l'emploi des jeunes.

En revanche, il faudra prendre garde à ne pas renouveler l'expérience malheureuse de la relance organisée par la gauche française en 1981-1982 après la victoire de François Mitterrand en mai 1981. À l'époque, l'augmentation du pouvoir d'achat avait suscité une vague d'importations déséquilibrant gravement la balance française des paiements, situation utilisée pour justifier ensuite les plans de rigueur décidés par le Parti socialiste qui opérait à cette occasion son tournant néolibéral. Tout l'intérêt des créations d'emplois, des augmentations de salaires et des revenus de transfert serait annulé par ces importations, d'autant que la situation de la France, en 2012, est déjà fortement dégradée dans ce domaine. Fin 2010, le déficit de la balance des paiements française était de 51,4 milliards d'euros. Pour la Grèce le déficit était de 32 milliards.

Il faut donc lier la suppression du chômage et de la précarité, l'augmentation des salaires et des revenus de transfert (allocations publiques et pensions diverses) à la stratégie de reconstruction de l'ordre commercial international à partir de la Charte de La Havane de 1948 (voir point suivant).

### 3.- Des mesures protectionnistes dans le cadre internationaliste de la Charte de La Havane de 1948

Le libre-échange, qui est l'un des principaux piliers du néolibéralisme, nous est imposé comme une vérité révélée, sans alternative possible. On peut cependant constater que l'augmentation du commerce international, censée résulter de la suppression des barrières douanières et de l'intensification de la concurrence, ne favorise pas la croissance économique. Et encore moins une croissance économique fondée sur le respect des travailleurs et de l'environnement. De plus, le libre-échange avec les pays en développement, par conséquent entre pays de niveau économique très différent, n'a pour résultat que de bloquer l'évolution des plus faibles et de les placer sous la domination des plus riches. C'est le cas de la Grèce.

Par exemple, interdire à certains pays de disposer d'écluses commerciales, c'est-à-dire d'avoir recours à des mesures protectionnistes est criminel. Cela revient à détruire la production agricole locale, l'artisanat et la petite industrie. C'est nourrir l'immigration. Et c'est fournir la matière première aux forces nationalistes, racistes, xénophobes, d'extrême droite.

Un projet de système de commerce international se donnant pour perspective le développement de tous les pays et non la conquête de nouveaux marchés a existé avec

la Charte de La Havane de 1948. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, il avait été prévu de créer une Organisation internationale du commerce (OIC) sur la base de cette charte, mais elle n'a malheureusement jamais vu le jour. Pourtant cette charte avait été signée par 53 pays. Le Sénat américain, qui venait de changer de majorité, a refusé de ratifier le texte. La Charte de La Havane de 1948 contient un ensemble de principes et de procédures susceptibles d'assurer un fonctionnement raisonnable du commerce international, en le sortant du libre-échange. Son article 1, qui détermine ses buts, dit clairement qu'il s'agit « *d'atteindre les objectifs fixés par la Charte des Nations Unies, particulièrement le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et les conditions de progrès et de développement* ». L'article 2 précise que « *la prévention du chômage et du sous-emploi est une condition nécessaire pour [...] le développement des échanges internationaux et par conséquent pour assurer le bien-être de tous les autres pays* ». Dans l'article 3, le principe de l'équilibre de la balance des paiements est le plus important : « *aucun pays, à long terme, ne peut fonctionner avec une balance déficitaire* ». Le texte précise que « *les États membres chercheront à éviter les mesures qui auraient pour effet de mettre en difficulté la balance des paiements des autres pays* », c'est-à-dire la « conquête » de parts de marché chez les autres. Et l'article 21 détaille « *les restrictions* » au commerce destinées à « *protéger la balance des paiements* », strictement encadrées par l'OIC.

La Charte de La Havane de 1948 autorise donc à avoir recours à des mesures protectionnistes. Elles sont le moyen de rééquilibrer les balances des paiements. Leur objectif n'est pas d'inverser la situation des pays concernés, c'est-à-dire de les faire passer d'une position déficitaire à une position excédentaire. Grâce à ce principe d'équilibre de la balance des paiements, le commerce international devient un lieu de coopération et non d'affrontement.

Les mesures protectionnistes à prendre ne seront pas globales mais sélectives. Sur le plan pratique et opérationnel, un gouvernement qui voudra vraiment sortir de l'ordre néolibéral s'adressera à tous les pays de l'Union européenne et au-delà. Il leur parlera de la Charte de La Havane de 1948 comme le cadre, à mettre à jour, d'un nouvel ordre possible pour le commerce international. Il proposera qu'une conférence se tienne dès que possible, en dehors de l'OMC. Parallèlement, il demandera l'organisation d'un sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne pour remettre tout à plat dans le domaine du commerce international. Mais il ne faut pas se faire d'illusions sur les débouchés d'un tel sommet. Conjointement à ces initiatives multilatérales, ce gouvernement devra proposer individuellement aux 153 pays membres de l'OMC – et à ceux qui n'y sont pas comme la Russie – de conclure des accords bilatéraux avec la France pour réorganiser, entre eux, selon les principes de la Charte de La Havane, leurs échanges commerciaux. Quel que soit le solde de la balance des paiements du pays concerné (déficitaire ou excédentaire), un plan progressif sur 5, 10 ou 15 ans de retour à l'équilibre sera négocié. Des mesures protectionnistes seront prises de manière unilatérale par les pays qui voudront s'engager dans cette voie internationaliste à l'encontre de ceux des pays qui choisiront de rester dans le cadre de la guerre commerciale qu'est le libre-échange.

Le libre-échange se poursuivra donc avec les pays qui auront refusé de s'engager dans ces accords bilatéraux de retour à l'équilibre. Il n'y a aucune raison de baisser la garde vis-à-vis de ceux qui refusent la coopération. Il ne faudra donc pas renoncer à gagner des parts de marché dans ces pays. Avec ces mesures protectionnistes, les entreprises ne pourront pas dire que l'augmentation des salaires les a handicapé sur le plan de la concurrence internationale. Au contraire, elles auront trouvé de nouveaux marchés en développant la consommation intérieure et en coopérant le plan international.

Les mesures protectionnistes prises dans la perspective de la Charte de La Havane de 1948 permettront de mettre un terme à la concurrence internationale entre les travailleurs. Elles permettront aussi la diminution des transports qui ralentira les émissions de gaz à effet de serre. En contrepartie, certains secteurs exportateurs français devront s'attendre progressivement à de probables diminutions d'activité. Les

pays s'engageant dans la refonte du commerce international, ne peuvent à la fois revendiquer un nouvel ordre commercial mondial fondé sur l'équilibre des balances des paiements, et continuer à accumuler des excédents dans certains secteurs, sauf si ces excédents compensent des déficits dans d'autres secteurs. Les travailleurs des branches concernées ne pourront comprendre et accepter cette situation qu'à la condition d'avoir un filet de sécurité. C'est ce que permet, précisément, le droit opposable à l'emploi (voir plus haut).

### *Le cas de la Grèce*

La balance commerciale de la Grèce connaît un énorme déficit : 32 milliards d'euros en 2010. La Grèce – comme la France – consomme plus qu'elle ne produit. Elle vit à crédit et dans ces conditions son déficit global ne peut que se creuser. Ce pays doit se donner les moyens de produire ce dont il a besoin. La recherche d'accords bilatéraux de coopération commerciale lui est donc vitale.

Prenons l'exemple des relations commerciales entre la France et la Grèce. En 2010, la France a exporté pour 2,7 milliards d'euros, et n'a importé que pour 0,6 milliard d'euros. La France possède donc un excédent de 2,1 milliards sur la Grèce et 1,9 milliard en 2011, contribuant à enfoncer ce pays. Un accord commercial bilatéral entre nos deux pays doit permettre d'établir un équilibre : soit en ralentissant les exportations françaises vers la Grèce ; soit en augmentant les importations grecques en France ; soit par une combinaison des deux.

La France exporte de la viande de boucherie, des produits pharmaceutiques, des produits de raffinage, des parfums, des moteurs et turbines, des produits sidérurgiques et aéronautiques, des céréales. Pour chacun de ces produits, l'accord bilatéral de coopération commerciale entre la France et la Grèce devra comporter des modalités pour aider la Grèce à conduire une politique de substitution aux importations.

Celle-ci devra concerner, d'abord, l'agriculture (3,3% du PIB et 12% de la population active en 2010). Paradoxalement, pays agricole, la Grèce est un importateur net de produits alimentaires. Cette situation n'est pas acceptable.

Les services, essentiellement la marine marchande et le tourisme, mais aussi le petit commerce, représentent 78,9% du PIB (68% de la population active). La dévaluation de la drachme favorisera l'afflux de touristes en Grèce. L'effet sera immédiat sur le petit et moyen commerce qui bénéficiera aussi de la hausse du pouvoir d'achat de la population.

Il reste l'industrie et la construction qui représentent 17,9% du PIB et 20% de la population active. La substitution aux importations devra porter sur :

- Les médicaments.
- L'industrie navale.
- Les véhicules.
- Les pioches, pics, houes, binettes, râteliers et racloirs.
- Les machines pour le travail des métaux.

En menant cette politique, la Grèce s'en sortira.

### 4.- Annuler la dette publique, annoncer le défaut de paiement et restructurer la dette

L'exemple grec, pour notre démonstration, peut être étendu à tous les autres pays de la zone euro, dont la France. En mai 2012, la Grèce se trouve placée dans une situation similaire à celle qu'elle a connue en mai 2010. Le 19 mai 2010, la Grèce devait rembourser un emprunt obligataire à 10 ans de 8,5 milliards d'euros. Mais le pays ne possédait pas les fonds nécessaires et risquait d'être contraint d'annoncer le défaut. Pour l'éviter, un gigantesque plan de « soutien » a été décidé les 9 et 10 mai 2010 par les pays membres de l'Union européenne, la Commission européenne et le Fonds monétaire international (110 milliards d'euros). En contrepartie, ces deux institutions ont exigé des

conditionnalités : une austérité généralisée pour que le maximum de richesses produites dans le pays aille aux remboursements des banques créditrices.

Annoncer un défaut est un acte politique extrêmement fort, et l'on comprend que des gouvernements hésitent à prendre des mesures aussi radicales sortant des chemins balisés du néolibéralisme. Les conséquences, en effet, sont importantes.

Premièrement, les marchés financiers, les forces politiques de droite et même une partie de la gauche, le grand patronat, la Commission européenne, les gouvernements de l'Union, le FMI, les grands médias, hurleront à la mort contre une telle décision. Ils menaceront, feront pression, lanceront des campagnes d'intimidation et d'affolement de la population comme on l'observe une nouvelle fois en mai 2012... Face à une telle tempête, un gouvernement de gauche devra se préparer et conserver son sang froid, garder le cap et s'assurer à tout moment du soutien du peuple. Toutes ces questions doivent être étudiées *avant* une éventuelle victoire électorale pour préparer les citoyens, une fois la victoire acquise, à faire front. Les forces de gauche doivent être préparées longtemps à l'avance à un défaut qui rend inéluctable la sortie de la zone euro, pour ne pas être prises au dépourvu et contraintes à l'improvisation.

Un défaut a une seconde conséquence : l'exclusion de fait des marchés financiers, c'est-à-dire la perte de la faculté de leur emprunter. C'est logique et c'était d'ailleurs déjà le cas fin 2010 pour la Grèce qui ne peut plus emprunter sur les marchés financiers depuis cette date. On ne voit pas pourquoi les créanciers (banques...) continueraient à prêter encore de l'argent à un État qui ne les rembourse pas.

Une fois le défaut annoncé, les paiements d'intérêts et les remboursements du capital interrompus, un gouvernement qui prendrait cette décision devrait engager le processus de restructuration de sa dette.

Un dispositif de gestion du stock de la dette publique (les emprunts déjà émis qui restent à rembourser) et des flux de dettes à venir (les futurs emprunts) devra être mis en place. Un gouvernement de gauche doit prendre l'engagement de rembourser les petits porteurs qui ont prêté de l'argent à l'État en lui achetant des obligations. Beaucoup de personnes modestes ou des classes moyennes, dans un pays comme la France mais aussi ailleurs, achètent des obligations d'État car elles sont un bon placement, normalement sans risque, dont l'usage est « moral » puisque réputé servir l'intérêt général. Pourquoi les pénaliser en ne les remboursant pas ? Pourquoi en faire les adversaires d'un gouvernement de gauche alors que ce dernier est censé, au contraire, représenter leurs intérêts ? En même temps, parmi les personnes physiques détentrices d'obligations d'État, comment identifier les personnes modestes et des classes moyennes qu'il faut rembourser intégralement et celles qui ont d'importants portefeuilles d'obligations pour lesquelles le remboursement ne devra pas être automatique ? Pour y voir clair, le remboursement du capital prêté à l'État par ces ménages peut se faire sur présentation de l'avis d'imposition. Les personnes peu ou moyennement imposables (ou non imposables) seraient totalement remboursées. Les personnes situées dans la tranche marginale de l'impôt sur le revenu verraient leurs remboursements réduits ou même supprimés dans certains cas selon un barème à déterminer. La situation des personnes physiques doit donc être examinée au cas par cas dans le cadre d'une politique de réduction des inégalités.

En revanche, les personnes morales comme les *Hedge Funds*, les banques, les fonds de pension et autres fonds qui détiennent des obligations d'État, pourront voir leurs remboursements réduits, reportés dans le temps ou même annulés, selon leur rôle dans la spéculation. Même chose pour le versement des intérêts annuels qui, de toute façon, seront annulés ou fortement réduits.

Bien évidemment, ces remboursements du capital et paiements des intérêts se feront en monnaie nationale (drachme, francs, etc.) et non en euros. On pourra se demander pourquoi rembourser les investisseurs institutionnels et autres personnes morales – pour celles qui le seront – en monnaies nationales puisque ces monnaies ne seront pas convertibles (voir plus loin). Que vont-ils en faire ? Ils devront acheter des biens et services produits dans les pays concernés pour les aider à rétablir leur balance

des paiements. Précisons que ces remboursements peuvent être effectués par la banque centrale, au moyen de la création monétaire.

L'impossibilité d'emprunter aux marchés financiers conduira les pays qui font défaut à recourir à trois types de mesures pour garantir la continuité du financement de la trésorerie de l'État et des investissements publics : s'appuyer sur leur épargne nationale ; imposer aux banques et compagnies d'assurance l'achat obligatoire de titres d'État ; recourir aux avances sans intérêt et parfois non remboursables de leur banque centrale. Tout ceci, bien évidemment, est rigoureusement impossible dans le cadre de l'euro et de l'Union européenne (voir plus loin).

### 5.- Reprendre en main la politique monétaire

Pour parvenir à mettre en œuvre une politique d'abandon de l'austérité, de plein-emploi, de redémarrage des services publics, de reconstruction de la protection sociale et de mutation écologique du mode de production, le contrôle de la banque centrale par le gouvernement est indispensable. Les nouveaux gouvernements auront besoin de s'attaquer au cœur du système et de reprendre en main la politique monétaire en redonnant à la banque centrale les pouvoirs que les représentants des classes dirigeantes lui avaient ôtés. La nationalisation complète des banques et du secteur financier, ainsi que des compagnies d'assurance, sera engagée, complétant le dispositif de remise en ordre de l'économie et de démantèlement des marchés financiers.

Dans le système capitaliste, la monnaie est à l'économie ce que le sang est au corps humain. On appelle politique monétaire les mesures prises par les banques centrales concernant les conditions du financement de l'économie : niveau des taux d'intérêt (le loyer de l'argent), création de nouvelles quantités de monnaie, parités de change avec les autres monnaies, prêts gratuits à l'État, avances remboursables ou non, achats de titres d'État à un faible taux d'intérêt, contrôle du système bancaire et financier, financement direct d'organisations productives ou de services, gestion d'un fonds de réserve pour les changes, prêteur en dernier ressort...

Pour s'assurer que le capitalisme disposera des moyens de son financement et préservera la rentabilité du capital en bloquant l'inflation quelles que soient les gouvernements, les banques centrales ont été rendues indépendantes du pouvoir politique à partir de la révolution conservatrice néolibérale du tournant des années 1970 et 1980. Elles ont alors été confiées à des mains sûres : des agents des marchés financiers. Les politiciens de droite, avec l'accord enthousiaste de nombreux socio-démocrates, ont verrouillé le système monétaire pour qu'il ne serve qu'aux intérêts des marchés financiers. C'est la raison de la création de la Banque centrale européenne. On ne peut mieux dire que le prix Nobel d'économie, Joseph Stiglitz, pour dénoncer l'indépendance des banques centrales : « *la banque centrale indépendante se voit donner un mandat pour servir un certain groupe d'intérêts. Il s'agit d'une sorte de verrouillage, soit par Constitution, soit par traité. [par exemple le traité de Lisbonne] On cadennasse certaines politiques économiques pour servir les intérêts de quelques groupes au détriment d'autres* » (*Le Monde*, 27 février 2004).

Aucune véritable politique de gauche ne sera possible si la Banque centrale européenne reste dans les mains des représentants des marchés financiers. Des lois devront être votées dans chaque pays pour mettre fin à l'indépendance de la banque centrale et leur donner un statut d'autonomie. Renoncer à l'indépendance des banques centrales ne signifie pas pour autant les rendre totalement dépendantes du gouvernement. Car celui-ci pourrait avoir tendance à laisser filer la création monétaire au-delà de ce qui est nécessaire.

Les pays qui quitteront la zone euro pourront alors retrouver le monopole de la création de leur monnaie, soustraire cette activité essentielle des griffes des banques privées, et finalement recouvrer leur indépendance et leur souveraineté monétaires. Pour compléter le dispositif, il faudra faire abroger, en France et ses équivalents dans les autres pays, la loi de 1973 qui a obligé la Banque de France à abandonner son monopole de création monétaire (scripturale) en le transférant aux banques privées. Deux outils de

politique monétaire devront être réactivés : l'encadrement du crédit et la sélectivité du crédit.

#### *L'encadrement du crédit*

Il consiste, pour un gouvernement, à déterminer le volume de crédits que les banques devront distribuer, en d'en confier le contrôle à la banque centrale. C'est un dispositif très simple, très efficace et aux effets immédiats, qui permet d'éviter la politique d'argent cher et la restriction du crédit aux agents économiques. Chaque banque se voit allouer une enveloppe de crédits, les parts de marché sont ainsi gelées, la concurrence entre les banques change de nature. La course au gigantisme et à la rentabilité des fonds propres pour rémunérer les actionnaires, au détriment de la sécurité des fonds déposés par les épargnants et le financement de l'économie, sont stoppés net. Comme le seront aussi les opérations spéculatives à effet de levier. Ce système, supprimé en France en 1985 par le socialiste Pierre Bérégovoy, ministre des Finances, doit être rétabli et étendu à tous les pays qui sortiront de la zone euro.

#### *Sélectivité du crédit*

Jusqu'en 1986, avant que le même ministre des Finances Pierre Bérégovoy supprime cet instrument, le gouvernement français pouvait donner des instructions aux banques concernant le niveau des taux d'intérêt à accorder à tel ou tel secteur de l'économie (à partir d'une orientation définie par le Parlement). Les banques étaient ainsi le relai obligé des politiques publiques pour soutenir des branches économiques particulières en leur accordant des taux d'intérêt plus bas qu'aux autres. Parfois même ces taux d'intérêt étaient bonifiés.

Prenons l'exemple des délocalisations. Certaines entreprises privées s'endettent aujourd'hui pour placer leurs fonds ailleurs, notamment pour financer leur délocalisation. En France, en 2009, ce phénomène a représenté 150 milliards d'euros. L'encadrement du crédit et sa sélectivité empêcheront définitivement ces opérations sans aucune difficulté technique : c'est très simple à faire.

Prenons un second exemple, celui des prêts accordés par les banques aux *Hedge Funds*, aux opérations de *LBO's* et de fusions et acquisitions. Toutes ces opérations ont pour point commun d'être uniquement à vocation spéculative, sans aucun rapport avec le développement harmonieux de l'économie. Les banques, complices de ces opérations par les prêts qu'elles leurs accordent, ne pourront plus agir en sens contraire de l'intérêt général. Ces prêts seront purement et simplement interdits, la pompe à finance sera arrêtée, les spéculateurs seront asphyxiés.

### 6.- Nationaliser les banques et les compagnies d'assurance

Le rôle des banques est de financer l'économie. Elles le font de moins en moins, préférant spéculer. C'est pourquoi le financement de l'économie ne doit plus être confié au marché et qu'il faut nationaliser tout le système bancaire. Intégralement. Cela permettra aussi d'affaiblir les positions de la classe dirigeante. Les conditions optimales seront alors créées pour démanteler les marchés financiers, et non simplement les réguler.

Les banques et autres institutions financières ont pris beaucoup trop de poids dans l'économie et même dans la politique. Elles sont responsables de nombreuses crises à répétition qui secouent le monde depuis une trentaine d'années. Les banquiers gagnent trop d'argent, gavés notamment de bonus et de *stock-options*. Ils ne pensent plus qu'à leur enrichissement personnel et ruinent les déposants et les économies qu'ils sont censés financer. Imbus d'eux-mêmes, gonflés de leur suffisance, ils ont fait preuve d'une incompetence qui les disqualifie et incite à les renvoyer dans les agences de quartier pour en tenir les guichets.

Il faut le répéter, les banques ont un rôle de service public : garantir les dépôts des épargnants et non les ruiner, assurer le financement de l'économie et non l'assécher.

L'arrivée au pouvoir d'une coalition politique vraiment de gauche, ayant annoncé son intention de nationaliser les banques et les compagnies d'assurance, provoquera un mouvement de panique à la Bourse. Tout le monde voudra vendre les titres des banques et des compagnies d'assurance. C'est excellent ! C'est ce qu'il faut ! Le prix de ces titres s'écroulera. Ce sera le moment que devra choisir un fonds public d'intervention pour ramasser les titres de ces établissements au prix le plus bas possible. Les actionnaires des banques, coresponsables de la crise, seront ainsi justement sanctionnés. Par le marché lui-même ! Les salariés de ces entreprises victimes de la propagande qui les avait incités à acheter des actions de leur banque seront, quant à eux, remboursés. Pour acheter ces actions, la Banque de France donnera les fonds à l'État, par création monétaire, comme le fait la Banque centrale américaine. C'est tout simple.

#### 7.- Sortir de la zone euro, revenir à la monnaie nationale qui ne sera pas convertible

Dans un régime démocratique, le pouvoir de battre monnaie doit être confié aux élus du peuple. Car battre monnaie signifie la possibilité de définir une politique monétaire qui servira à financer la politique économique. Comment la gauche – quel que soit le pays – pourrait-elle accepter la dictature monétaire exercée actuellement par les marchés financiers qui, en rendant indépendante les Banques centrales des pouvoirs publics, les ont retirées des mains du peuple ? Refuser de sortir de la zone euro, c'est refuser de redonner le pouvoir monétaire au peuple. Est-ce une politique de gauche ?

La monnaie et la politique monétaire font partie d'un ensemble plus vaste qui est la politique économique. On trouve aussi, dans la politique économique générale, la politique fiscale, celle du commerce international, la politique industrielle, la politique budgétaire, etc. Une politique économique, dans toutes ses composantes, ne peut pas être neutre, c'est-à-dire ni de gauche ni de droite. Pour une raison très simple : toute politique économique a deux conséquences principales, l'une sur l'environnement et l'autre sur le partage des richesses. Les conséquences de la politique économique sur l'environnement dépendront des choix implicites ou explicites faits par un gouvernement, par exemple en matière de commerce international. Si l'un des objectifs de cette politique économique est de développer le commerce international, la conséquence immédiate sera la dégradation de l'environnement par l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre. La seconde grande conséquence d'une politique économique concerne le partage de la richesse produite. Là aussi, de manière implicite ou explicite, il y a toujours un choix qui est fait entre le travail et le capital. Soit la politique économique va conduire à un encadrement raisonnable des revenus et de l'accumulation du capital pour favoriser le travail, soit elle se fixera une priorité inverse pour favoriser le capital.

On comprend, dès lors, que le partage d'une monnaie unique entre plusieurs pays doit résulter d'un accord profond sur la politique économique et le choix de société qu'elle traduit. Or, dès le départ, la zone euro a réuni des pays aux caractéristiques économiques et aux projets politiques très différents. Les écarts se sont ensuite creusés du fait des politiques menées qui ont été non seulement divergentes mais contradictoires. Ainsi les dirigeants allemands – d'abord les socio-démocrates alliés aux Verts, puis les conservateurs avec madame Merkel – ont mené la même politique économique visant la priorité aux exportations dans la zone euro et la déflation salariale. Ils ont déshabillé Pierre (les autres pays de la zone euro) pour habiller Paul (la classe dirigeante allemande).

Le premier pays qui sortira de la zone euro, provoquera, il faut l'espérer, un effet d'entraînement. Sur le plan politique, des partis, des syndicats, des mouvements divers pourront vérifier par l'expérience que cette première sortie de la zone euro n'a pas provoqué le déluge qui terrorisait certains (si cette sortie de la zone euro se fait par la gauche en appliquant les mesures proposées dans cette étude). Les pays concernés, revenus à l'air libre, pourront diminuer leur taux de chômage et faire repartir leur système de protection sociale en annulant toutes les directives européennes et lois



nationales qui l'avaient démantelé. La gauche reprendra de la vigueur en Europe, les forces d'extrême droite reculeront. Des coalitions de la vraie gauche se formeront, pouvant devenir majoritaires face aux partis sociaux-démocrates, travaillistes et socialistes.

Le non-remboursement de leur dette publique privera les pays concernés, pour longtemps, de l'accès aux marchés financiers afin d'emprunter. Est-ce un mal ? Dès lors, comment trouver les fonds nécessaires au fonctionnement de la société ? Il n'existe, pour y parvenir, aucune véritable solution dans le cadre de la zone euro. Rompre avec les marchés financiers, comme on l'entend dire parfois à gauche, ne peut s'imaginer qu'en dehors du cadre de la zone euro, car cette monnaie est partie intégrante des marchés financiers et ne peut en être disjointe. Avec la monnaie unique et les traités européens, le financement des dépenses publiques hors marchés financiers est impossible.

Il est loin d'être certain que l'épargne nationale, selon les pays, soit suffisante pour répondre aux besoins de financement sans importations de capitaux. La Grèce, par exemple, est l'un des pays de l'UE ayant le taux d'épargne le plus faible (8% du PIB, contre 19% en 2008 pour la France). Pour un PIB de 239 milliards d'euros en 2008, l'épargne grecque représentait 19 milliards d'euros, alors qu'en 2010, la Grèce avait besoin d'emprunter 54 milliards d'euros. Par ailleurs, la dette publique étant de 133% du PIB à l'époque, soit 315 milliards d'euros pour un PIB de 237 milliards d'euros en 2009, il faudrait à ce pays 16 années pour rembourser sa dette (sans compter les intérêts !), à condition d'y consacrer chaque année la totalité de son épargne nationale. On voit que ni le financement des investissements par l'épargne nationale, ni le remboursement de la dette ne sont possibles en Grèce dans les années qui viennent. Il faut nécessairement de la création monétaire, ou alors l'austérité frappera ce pays pendant au moins vingt ou trente ans. C'est ce choix qui a été fait sans remord par le gouvernement « socialiste » grec, avec le soutien de l'Union européenne et du FMI.

En revanche, la situation est différente en France où le taux d'épargne était de 19% du PIB en 2008, soit 370 milliards d'euros pour un PIB de 1 950 milliards d'euros. Les emprunts d'État à moyen et long terme, en 2010, étaient estimés à 188 milliards d'euros. Quant à la dette publique, elle était à 78% du PIB fin 2009 (1 489 milliards d'euros). Ainsi, pour la rembourser à partir de la seule épargne nationale, il faudrait seulement 4 années à la France. Il ne s'agit là que d'un exemple pour montrer les véritables proportions du problème. Dans la réalité, toute l'épargne ne peut aller aux emprunts d'État, il faut qu'une partie de l'épargne soit disponible pour financer le logement, la production agricole et industrielle.

On peut conclure que les pays à faible taux d'épargne ont un intérêt encore plus marqué de sortir de la zone euro, alors que ceux disposant d'un certain niveau d'épargne ont des marges de manœuvres plus importantes.

Par la loi, le gouvernement grec ou n'importe quel autre gouvernement, peut imposer aux banques et compagnies d'assurances, y compris étrangères installées sur leur territoire, d'acheter un pourcentage convenu des émissions obligataires de l'État, à un taux d'intérêt très bas fixé par le gouvernement et non par le marché. Le marché secondaire sera fermé : les détenteurs de ces obligations ne pourront pas les vendre et devront les garder jusqu'à leur terme, sauf cas particulier. Elles joueront notamment le rôle de réserves obligatoires.

### *Organiser la conversion des euros en monnaie nationale le jour et l'heure convenus*

Ceux qui ont vécu le passage des monnaies nationales à l'euro se rappelleront sans doute qu'il s'est très bien passé (sauf les augmentations des prix à la consommation). Il n'existe aucune raison pour que le mouvement inverse, le passage de l'euro aux monnaies nationales, se déroule mal. Les actions suivantes devront être engagées :

- Les salaires et revenus de transfert seront versés en drachmes (ou en francs).
- L'État paiera ses fournisseurs en drachmes (ou en francs).
- Les dépôts bancaires seront convertis en drachmes (ou en francs).

- Les titres seront valorisés en drachmes (ou en francs).
- Les bilans des entreprises et des institutions financières seront immédiatement convertis en drachmes (ou en francs).
- Les personnes physiques pourront convertir leurs euros en drachmes (ou en francs) dans les banques. Ces conversions seront l'occasion d'un examen de la situation fiscale des personnes physiques et morales, particulièrement dans les pays à faible organisation et pression fiscales. Le montant des sommes converties devra être en adéquation avec la profession des intéressés et leurs revenus déclarés, le chiffre d'affaires pour les entreprises...
- L'euro sera interdit dans les transactions courantes. Il faudra préciser si une période de double monnaie est nécessaire pendant la phase de transition.

Il faut que la gauche fixe une perspective d'espoir. C'est la détermination et la précision avec lesquelles elle évoquera la nécessité de la sortie de la zone euro, comme première étape incontournable pour construire une autre Europe, qui peut dédramatiser, acclimater les esprits à cette idée, rendre cette orientation en quelque sorte banale, en dominer les différents aspects, qu'ils soient politiques, psychologiques, sociaux, médiatiques, financiers, monétaires, techniques...

#### *Annoncer la non-convertibilité de la monnaie nationale*

Une monnaie est dite convertible lorsqu'elle peut être achetée et vendue sans restriction contre une autre monnaie. C'est le libre-échange de la monnaie, sous-ensemble de la libre circulation des capitaux. Une monnaie peut être déclarée non convertible dans d'autres monnaies à la suite de décisions gouvernementales.

Les pays qui sortiront de la zone euro, du moins dans un premier temps, devront choisir la non convertibilité totale. Cela ne signifie pas empêcher le tourisme ou le commerce international comme une propagande grossière le laisse parfois entendre. Les résidents de ces pays voulant voyager à l'étranger pourront évidemment disposer des devises nécessaires, quel que soit le pays de leur destination. Même chose pour les touristes étrangers venant dans les pays qui ne seront plus dans la zone euro et qui pourront disposer des monnaies locales dont ils auront besoin, comme aujourd'hui lorsqu'on se rend par exemple en Angleterre. Même chose encore pour les entreprises des pays sortis de la zone euro qui voudront importer en payant dans la monnaie du pays exportateur, qui disposeront des devises nécessaires. En revanche, les opérations financières purement spéculatives seront privées de devises.

#### 8.- Contrôler les changes et les mouvements de capitaux

La France, pour ne prendre que cet exemple, a connu le contrôle des changes entre 1939 et 1967. Aucune devise étrangère ne pouvait être vendue ou achetée sans l'intermédiaire d'un fonds de stabilisation des changes géré par la Banque de France. Rétabli en 1968, il a été définitivement supprimé en 1989 alors que Pierre Bérégovoy (PS) était ministre des Finances, après avoir été assoupli à partir de 1984 quand le ministre des Finances était Jacques Delors (PS). Pendant les périodes de contrôle des changes, il n'y avait pas de crises... Il faut donc remettre en place le contrôle des changes et des mouvements de capitaux.

Le contrôle des changes est une décision prise par un gouvernement pour réglementer l'achat et la vente de monnaies étrangères par ses ressortissants (personnes physiques ou morales) et de sa monnaie nationale par des non-résidents. Lié à la non-conversion de la monnaie, le contrôle des changes consiste à autoriser une opération de change à condition qu'elle corresponde à une réalité économique (l'achat d'une machine, de marchandises, le tourisme...). Ces mesures répondent à plusieurs objectifs.

D'une part, il s'agit d'empêcher les achats excessifs de monnaies étrangères, essentiellement par les banques et institutions financières, qui peuvent contribuer à la dépréciation de la monnaie nationale et aggraver le déficit de la balance des paiements

(si la monnaie est convertible). D'autre part, il s'agit d'entraver les importations de produits susceptibles de concurrencer l'industrie nationale, et de réserver les achats avec des devises étrangères au règlement des importations jugées les plus utiles et les plus urgentes (biens d'équipement, matières premières par exemple). Un tel objectif va dans le sens de la relocalisation des productions industrielles et agricoles. Enfin, cela sert à empêcher l'évasion des capitaux et des revenus taxables. Là encore, il ne s'agit en aucun cas de pénaliser les petits acheteurs de devises tels que les touristes, qui bénéficieront de quotas de devises largement suffisants pour leurs dépenses touristiques.

Aujourd'hui, l'immense majorité des achats de devises ne sert ni à acheter des biens et des services, ni à acheter des titres financiers, mais à acheter d'autres devises dans le but exclusif de spéculer.

## 9.- Dévaluer

Dévaluer une monnaie signifie baisser la parité officielle de cette monnaie par rapport à une autre monnaie. Une fois sortis de la zone euro, les pays qui auront décidé de reprendre leur destin en main devront généralement dévaluer leur monnaie par rapport aux autres. C'est particulièrement vrai pour les pays connaissant un déficit commercial. La raison est très simple : les dirigeants allemands ont provoqué des déficits commerciaux chez leurs voisins. Pour revenir à l'équilibre commercial vis-à-vis de l'Allemagne, il faut favoriser les exportations des pays européens en Allemagne et décourager les importations allemandes dans ces pays. Même chose pour les exportations dans les zones dollar et yen, puisque l'euro était surévalué (fort).

L'intérêt pour la Grèce de la dévaluation de la drachme concerne surtout le tourisme. Actuellement, alors que la Turquie possède une monnaie qui connaît régulièrement des dévaluations qui attirent les touristes, la Grèce est bloquée par l'euro. Les voyageurs évoquent d'ailleurs « *la dévaluation constante de la livre* » turque au point qu'il est illusoire d'en préciser le cours car elle peut baisser pendant le séjour.

En Argentine et en Russie, les dévaluations ont été de 60-70% après l'annonce de leur défaut de paiement. Mais il est vrai que la Grèce n'a pas les mêmes capacités d'exportation que ces deux pays. En Islande, trois ans après la crise, la croissance économique est repartie, les créations d'emplois se multiplient, l'émigration des jeunes a cessé, le commerce extérieur est redevenu positif. Il a fallu, pour y parvenir, dévaluer la monnaie de 50%. Pourquoi pas en Grèce, qui est un pays beaucoup plus grand que l'Islande ?

### *Des taux de change fixes*

Un taux de change fixe signifie qu'il est constant par rapport à une monnaie de référence (principalement le dollar US ou l'euro), ou à un panier de monnaies, par décision de l'État qui émet cette monnaie. Le taux ne peut être modifié que par une dévaluation ou une réévaluation décidée par cet État.

Dans le cadre d'un taux de change fixe, un gouvernement peut décider de déprécier sa monnaie par rapport à une autre et de modifier le taux de change. La baisse de la valeur de la monnaie nationale provoque une hausse du prix des importations et une baisse du prix des exportations.

Le but serait de rééquilibrer les balances des paiements déficitaires, du fait, en particulier, de l'agressivité de la politique des dirigeants allemands et du choix de la BCE de l'euro fort. Le retour aux monnaies nationales implique un taux fixe (la monnaie nationale n'étant par ailleurs pas convertible).

Au moment de l'entrée de la Grèce dans l'euro, le taux de conversion était de 1 EUR = 340,750 GRD. Pour la France, le taux de conversion était de 1 EUR = 6,55957 FFR. Faut-il revenir à ces taux ? Ce serait compliquer les choses, provoquant, comme au passage à l'euro, une perte de repères de la population, favorable à l'augmentation des prix. Le plus simple serait de convertir 1 pour 1, c'est-à-dire 1 euro pour 1 franc et 1 euro pour 1 drachme.

## 10.- Démanteler les marchés financiers

Il faut déclarer la guerre à la finance. Personne ne sera surpris si un gouvernement vraiment de gauche arrivant au pouvoir met en œuvre ce principe. Les nuisances de la finance dérégulée, depuis la fin des accords de Bretton Woods en 1971 qui ont mis un terme aux taux de change fixes, sont désormais suffisamment connues pour faire un bilan : il est négatif sur tous les plans. Nous n'en sommes plus à l'époque des interrogations et tergiversations sur le rôle de la finance de marché. Nous sommes au moment où il faut se débarrasser de la finance. On peut y parvenir aisément en démantelant les marchés financiers et en instaurant, pour y contribuer, le contrôle des changes et des mouvements de capitaux à partir d'initiatives nationales.

Un système financier est nécessaire à toute société. S'il est correctement conçu et organisé, il doit permettre aux agents économiques en surplus d'épargne (les ménages) de prêter aux agents économiques en besoin d'épargne (les entreprises, l'État, les services publics...). Il ne faut toutefois pas confondre système financier et marchés financiers. Le système financier doit avoir un simple rôle d'intermédiaire au service de l'intérêt général et ne pas se transformer en marché financier spéculatif n'agissant que pour les profits d'intérêts privés. Or c'est bien ce qu'est devenu aujourd'hui le système financier sous l'effet de la révolution conservatrice. Totalement dérégulé, il n'est plus qu'un vaste champ de manœuvres pour ses opérateurs. Les réguler ne suffit plus, ce serait totalement inadapté à la situation actuelle, il faut les démanteler.

### *La fermeture du marché obligataire*

Dans le programme de gauche qui est ici proposé, il y aura toujours des émissions d'obligations d'État. Toutefois, les pays sortis de la zone euro ne se financeront plus sur le marché obligataire qui sera fermé, il n'y aura plus ni marché primaire, ni marché secondaire. Les États continueront à émettre des obligations, mais elles ne pourront être souscrites que par les ménages, dans le cadre d'un plafond pour éviter la constitution de rentes par les plus fortunés ; par les banques et compagnies d'assurances, dans le cadre d'un quota obligatoire d'achats ou de leurs provisions et réserves (emprunts forcés) ; et enfin par la banque centrale.

Le marché secondaire étant fermé, les obligations souscrites ne pourront être revendues, sauf exceptions, particulièrement pour les personnes physiques, et seulement à l'État. Les entreprises et les collectivités locales ne pourront plus émettre d'obligations, elles devront revenir au financement classique par prêt bancaire. Il n'y aura donc plus de marché obligataire.

### *Organiser le dépérissement de la Bourse jusqu'à sa fermeture*

Le financement des entreprises par le mécanisme boursier (plutôt que par l'emprunt bancaire) n'est absolument pas nécessaire pour leurs investissements. Il est même de plus en plus néfaste pour les entreprises elles-mêmes. Les actionnaires pompent désormais davantage de capitaux des entreprises qu'ils ne leur en apportent. Sans parler des scandales à répétition qui ont fait des marchés boursiers des espaces de fraude et de corruption généralisés.

De plus, la « dictature » de l'actionariat impose aux entrepreneurs des orientations qui non seulement ont des conséquences sociales et environnementales dévastatrices, mais ne tiennent même pas compte de la pérennité de l'entreprise, devenue une marchandise comme une autre, achetable puis jetable. Sans parler de l'utilité réelle des productions pour le pays d'implantation, souvent contestable.

La relation entre l'entreprise et ses actionnaires est inversée : ce ne sont plus les actionnaires qui financent l'entreprise, c'est l'entreprise qui finance ses actionnaires. Ces derniers sont des prédateurs qu'il faut empêcher de nuire. Une des racines les plus profondes de la crise du capitalisme contemporain se trouve dans le système boursier. Pour l'avenir lui-même des entreprises, qui doivent être considérées comme des

organisations productives fabriquant des biens et des services utiles, il faut organiser le dépérissement de la Bourse. Et libérer les entreprises de leurs actionnaires.

En brisant les marchés financiers sur son territoire, un gouvernement de gauche donnera un signal universel.

#### **IV.- LES QUATRE DIFFICULTÉS DE LA GAUCHE EUROPÉENNES SUR LA QUESTION DE L'EURO**

Lorsque l'on parle de la gauche, ici, on ne parle évidemment pas du PASOK grec et du PS français. Ces partis ont des membres qui considèrent toujours se situer à gauche, mais il y a longtemps que la plupart des dirigeants et les programmes de ces partis ne le sont plus. Il pourrait paraître paradoxal d'évoquer des difficultés que pourrait rencontrer la gauche européenne au moment où, précisément, le candidat du Front de gauche réalise un bon score à l'élection présidentielle française du 6 mai 2012 (11,1%), tandis que les candidats de SYRISA obtiennent un excellent résultat aux législatives tenues le même jour en Grèce (16,8%).

Pourtant, sur la question de l'euro et de sa crise, le Front de gauche et SYRISA sont en difficulté. C'est d'autant plus dommage que seule cette gauche offre l'espoir d'une issue positive à la crise. Sans elle il n'y aurait rien ou pas grand-chose. Ou plutôt il n'y aurait que les fausses solutions de la droite et des socio-démocrates ou de l'extrême droite.

L'immense énergie déployée par la gauche connaît dans le même temps une grande déperdition. Quatre difficultés entravent la gauche.

##### **A.- L'adversaire n'est pas clairement identifié**

La mise en cause du système capitaliste figure clairement dans les textes et dans la pratique politique quotidienne des forces de la gauche de gauche, en France et en Grèce. Celles-ci se distinguent ainsi nettement des partis socio-démocrates. La tradition anticapitaliste reste vivace et les mouvements de la gauche de gauche en sont les héritiers et les continuateurs. La responsabilité des partis de droite et socio-démocrates est soulignée dans les causes de la crise et son aggravation. Le type de construction européenne actuel est régulièrement dénoncé, son orientation libérale dénoncée avec force. Cette gauche, qui compte majoritairement dans ses rangs des forces qui ont combattu le traité de Maastricht en 1992 et le traité constitutionnel européen en 2005, reste fondamentalement hostile à l'eurolibéralisme, elle demande d'ailleurs un référendum pour l'adoption des nouveaux traités européens en cours. Enfin, cette gauche est à l'avant-garde des luttes sociales contre les effets de la crise sur le monde du travail, en établissant le lien entre cette situation et le système européen lui-même.

Mais alors où est le problème, pourrait-on se demander ? Le problème est que la gauche de gauche ne désigne pas clairement l'adversaire. Le système de l'Union européenne actuelle n'est pas désigné comme étant l'adversaire, au même titre que le capitalisme. La nature de l'Union européenne n'est pas analysée, elle n'est jamais désignée comme un système de domination, d'exploitation, d'aliénation des peuples et des nations qu'il faut démanteler. Le choix idéologique et politique qui a été fait est celui de la transformation de l'Union européenne de l'intérieur. Mais il s'agit surtout d'un choix implicite, non dit, peu argumenté, ne faisant pas l'objet d'explications accessibles. Le choix de militer pour le démantèlement de l'Union européenne et son remplacement, par exemple, par des alliances à la carte, n'a pas été retenu. Une fois encore, sans que des textes expliquent la raison de cette position. Pour ces forces de la gauche de gauche, l'Union européenne et sa monnaie unique ne sont pas analysées comme la formule la plus intelligente de la planète mise en place par le capitalisme pour domestiquer les peuples et permettre aux classes dirigeantes de verrouiller un système totalement voué à leurs intérêts.

Ainsi, il n'est pas rare que ces forces fassent référence au « *modèle social européen* ». Et ceci malgré des années de directives européennes s'acharnant

précisément à détruire les acquis sociaux des programmes de la Résistance en France comme dans d'autres pays. Il est question de « *changer d'Europe* », ou de « *changer l'Europe* », mais pas de démanteler celle qui existe aujourd'hui.

Ce manque de clarté dans la désignation des adversaires réduit la perspective. Elle ne permet pas aux luttes sociales de se déployer avec toute la puissance qui serait nécessaire et de converger à l'échelle du continent vers un but commun. Elle laisse place à de nombreuses ambiguïtés qui privent la gauche de nombreux soutiens.

Dans ce panorama rapide, la position du Parti communiste grec (KKE), étudiée ici simplement par les textes présents sur son site Internet en français, est très particulière. Le KKE désigne clairement l'Union européenne comme l'adversaire et préconise de s'en « *désengager* ». C'est pourquoi sa stratégie consiste à accumuler des forces sociales autour de lui afin d'obtenir un soutien majoritaire de la population afin d'organiser le passage au socialisme. Il refuse de participer à un gouvernement de coalition et considère que SYRISA « *a recours à des combines tactiques et des effets de manche* » (communiqué du 9 mai 2012 : « *Un gouvernement de gauche n'est qu'un radeau qui prend l'eau pour ceux qui souffrent* »). Pour le KKE, les résultats des élections du 6 mai 2012 en Grèce doivent être interprétés comme « *la recomposition de la social-démocratie avec les forces de SYRISA d'abord avec son noyau* » (« *Déclaration du CC du KKE sur le résultat des élections du 6 mai 2012* », 7 mai 2012). Dans ce communiqué, pour le KKE, SYRISA « *a un programme social-démocrate, et des responsabilités immenses face au peuple pour les mensonges flagrants qu'il disait avant et pendant la période électorale, pour les illusions qu'il favorisait et favorise, qu'il peut y avoir une meilleure situation pour le peuple sans une confrontation avec les monopoles et les unions impérialistes* ».

## **B.- Les origines de la crise et les moyens de la juguler ne sont pas correctement appréhendés**

Quand on leur fait cette observation, les dirigeants de la gauche de gauche sont parfois vexés. Il ne s'agit pas de questions personnelles, évidemment, mais de questions politiques qui méritent un débat. Ce dernier doit être courtois, dans les deux sens, et surtout il doit exister ce qui n'est pas véritablement encore le cas.

On prendra l'exemple de l'entretien accordé par Alexis Tsipras (SYRISA) à *L'Humanité* du 23 mai 2012, et de l'émission de *France-Inter* du 20 mai 2012 à laquelle Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche) était invité.

### 1.- Sur les origines de la crise

Pour Alexis Tsipras, la dette publique grecque « *est la conséquence de la spéculation et de l'action des marchés financiers contre les peuples* ».

En présentant les choses de cette manière, on oublie une étape essentielle qui aura ensuite des conséquences sur les propositions faites pour sortir de la crise. L'étape qui a été oubliée est celle de la responsabilité première du pouvoir politique dans la crise, et non celle du pouvoir économique et financier. Ce sont les responsables politiques de droite et socio-démocrates, à partir de la fin des années 1970, qui, progressivement, ont donné le pouvoir aux forces du marché et contribué à façonner les marchés financiers. Ces derniers ne sont pas nés d'eux-mêmes, par le seul mouvement de l'économie. Ils sont bien un choix politique. Si on n'insiste pas sur cet aspect décisif, comme première cause de la crise, on donne l'impression ensuite d'une certaine impuissance face au pouvoir économique et financier. On ne montre pas assez que ce que le politique a fait, le politique peut le défaire ou le refaire autrement.

La dette publique n'est absolument pas du tout, en première cause, la conséquence de la spéculation organisée par les marchés financiers. La dette publique, à l'origine, a été provoquée par les gouvernements, avec l'accord des parlements, qui ont décidé d'abandonner une partie du financement de l'État, sans intérêt et parfois sans remboursement, provenant de leur banque centrale. Et qui ont donc confié l'intégralité du financement de l'État aux marchés financiers en leur payant une rente sous la forme

d'intérêts. La dette publique, ensuite, a pour origine les politiques néolibérales menées par les gouvernements : affaiblissement du pouvoir d'achat de la population par le chômage, blocage des salaires, diminution des prestations sociales qui ont ralenti l'activité économique et réduit les ressources fiscales. Il faut ajouter les nombreux cadeaux fiscaux faits aux plus riches et aux grandes entreprises qui ont contribué à assécher la matière fiscale. Le financement de vastes projets, socialement peu utiles mais très lucratifs pour les entreprises privées à qui ont été confiés les marchés, est une autre cause de l'endettement. Ne pas rappeler ces éléments conduit à une appréciation erronée des causes profondes de la crise et des moyens à mettre en œuvre pour la résoudre.

## 2.- Sur les moyens de juguler la crise

Le point commun à SYRISA et au Front de gauche est qu'ils ne disposent pas d'un ensemble programmatique systémique susceptible d'organiser la transition entre le système actuel de l'Union européenne et un autre système fondé sur les forces de la souveraineté nationale de chaque pays, dans une démarche internationaliste. Cette situation est parfaitement compréhensible puisque le Front de gauche et SYRISA ne se fixent pas l'objectif de changer de système, mais d'aménager le système actuel. Ils ne veulent ni sortir de l'euro, ni de l'Union européenne. Néanmoins, même pour aménager le système actuel, une certaine masse critique de réformes est indispensable pour qu'elles aient un effet sur la société. Cette masse critique, pour le moment, fait défaut.

Il manque dans les programmes du Front de gauche et de SYRISA l'abandon de l'euro et le retour aux monnaies nationales. Seule cette mesure radicale – accompagnée de pratiques de désobéissance européenne pour les pays qui resteront dans l'Union européenne – peut permettre de débrancher les pays concernés du système eurolibéral et des marchés financiers, assurer une totale souveraineté aux pays qui voudraient avancer vers un socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle. Il manque également des mesures essentielles comme la fermeture du marché obligataire, l'organisation du dépérissement de la Bourse, le renationalisation de la banque centrale, de toutes les banques et des compagnies d'assurance, des grands moyens de production, d'échange et de communication, la monétisation d'une partie de la dette publique, le droit opposable à l'emploi, du protectionnisme dans le cadre de la charte de La Havane de 1948... Sans ces réformes, il ne peut y avoir de transformation profonde de la société.

Quant au KKE, la version française de son site Internet ne permet pas de connaître son programme. Les textes qui y figurent sont d'ordre intemporel et auraient pu être rédigés il y a dix, trente ou cinquante ans. On ne trouve pas d'analyse concrète de la situation concrète à propos de la crise de l'euro.

Dans tous les cas, les citoyens ne sont pas en mesure d'être convaincus que ces partis, s'ils arrivaient au pouvoir, seraient vraiment capables de résoudre les problèmes. Il est probable que nombre de responsables de ces partis ne semblent pas en être convaincus eux-mêmes.

## **C.- La plupart des propositions faites par la gauche repose sur leur acceptation par l'Union européenne, rien n'est envisagé en cas de refus**

Pour Alexis Tsipras (*L'Humanité*, 23 mai 2012), « *il n'y a pas de solution exclusivement grecque.* »

Faire cette affirmation revient à dire qu'il n'y a pas de solution du tout. Car que se passerait-il si l'Union européenne et le FMI refusaient d'« aider » la Grèce ? Si, comme le dit Alexis Tsipras, il n'y a pas de solution exclusivement grecque, alors il n'existe aucun espoir de voir les choses changer. C'est un point de vue totalement désespérant. C'est un point de vue, en outre, qui n'est pas démontré. Où sont les travaux, les arguments, les preuves qui pourraient justifier une telle position, aux conséquences si importantes ? Elles n'existent pas. Et pour cause, car c'est un point de vue inexact. Chaque pays peut être souverain, libre, indépendant, autonome. Cela ne veut pas dire isolé et en conflit

avec tous les autres pays. Cela veut dire un pays qui décide de son avenir et qui ne laisse personne décider à sa place, qu'il s'agisse des marchés financiers, des firmes multinationales, du FMI, de l'Union européenne ou du Vatican ! C'est cette conviction qui a disparu chez beaucoup de militants de gauche, c'est cette conviction qu'il faut leur insuffler à nouveau.

Concernant le Front de gauche en France, son programme, qui contient des mesures appréciables, ne peut pas être appliqué dans toute son étendue et sur les sujets les plus importants, sans l'accord de l'Union européenne. Ou du moins des 26 autres pays membres. Un seul exemple suffit à comprendre cette réalité : celui de la demande faite à la Banque centrale européenne qu'elle accorde directement des prêts aux États. La seule question qui se pose est la suivante – au-delà de l'opinion que l'on peut avoir sur le bien-fondé ou non de cette idée – que se passera-t-il si un ou plusieurs autres pays ne sont pas d'accord ? C'est quand même une hypothèse qu'il faut envisager, non ? Car pour obtenir cette réforme, il faut modifier le traité de Lisbonne qui aujourd'hui la proscrit, obtenir à cette fin que chaque gouvernement change de doctrine, obtenir une ratification en bonne et due forme, le tout dans des délais suffisamment courts pour que la mesure soit prise avant l'explosion de la zone euro ou la poursuite et l'aggravation de la crise.

Il est incompréhensible que le Front de gauche refuse toujours d'envisager un plan « B », au cas – le plus probable – où la réforme de la BCE qu'il préconise ne rencontrerait pas l'agrément des autres pays de l'Union européenne. Au moins, le Front de gauche pourrait dire pourquoi il ne veut pas de plan « B » et renforcer ainsi sa crédibilité. Car il a peut-être de bonnes raisons, mais on ne les connaît pas.

C'est très paradoxal car le programme du Front de gauche n'est pas compatible avec l'euro ni même avec le cadre actuel de l'Union européenne. Cela se voit comme le nez sur le visage, sur le plan juridique, économique, politique. Pourquoi le cacher ? Pourquoi faire croire que c'est compatible ? Pour des préoccupations tactiques et électorales ?

Ce n'est pas le lieu, ici, de remonter dans le détail aux causes complexes qui pourraient expliquer l'impuissance que l'on constate à gauche, traduite par une longue période de faibles scores électoraux. On peut néanmoins affirmer sans se tromper que pour certains militants il n'existe effectivement pas de solutions. Évidemment, quand on exerce des responsabilités dans un parti politique, il est difficile de faire publiquement un tel aveu. Il faut alors maquiller ce vide, trouver quelque chose à dire qui ne soit pas trop désespérant pour donner le change et maintenir, coûte que coûte, de l'espoir. Tout en restant dans le flou pour ne pas avoir à assumer des promesses que l'on sait ne pas pouvoir tenir. Ceux qui croient qu'il n'y a pas de solutions – et ils sont beaucoup plus nombreux qu'on ne le pense – n'ont pas assez travaillé leurs dossiers. Ils ne se sont pas donné les moyens d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour comprendre la situation et la maîtriser. Ils ont leur part de responsabilité et aucune excuse ne peut être trouvée à cette forme de paresse intellectuelle. À leur décharge, les partis dont ils sont membres ne font rien ou presque pour comprendre les phénomènes en cours, organiser la réflexion collective et former leurs militants. Il n'est pas trop tard.

Pour d'autres militants de gauche, il existe une pensée construite – une idéologie – qui rejette par principe toute issue nationale à la crise. Beaucoup a été écrit sur le sujet, chacun pourra trouver les références utiles. Ces conceptions sont mortifères, paralysantes, démoralisantes. Il faut les combattre et leur faire perdre l'influence délétère qu'elles ont aujourd'hui.

#### **D.- Un blocage existe sur la question de l'euro : la gauche ne veut pas envisager que la zone euro puisse exploser et ne se prépare pas à cette éventualité**

Deux études de cas sont proposées ici à partir d'interventions dans la presse d'Alexis Tsipras et de Jean-Luc Mélenchon. Ils seront un peu secoués dans les propos qui vont suivre, mais c'est en toute amitié.



## 1.- Analyse de l'entretien d'Alexis Tsipras donné à *L'Humanité* le 23 mai 2012

- « *La sortie de la Grèce de la zone euro entraînerait l'effondrement du système financier grec* ».

On peut répondre oui et non à cette affirmation. Oui, le système financier grec peut s'effondrer si la Grèce sort de la zone euro sans prendre les mesures nécessaires. C'est-à-dire si la Grèce est dirigée par des ânes. Ce qui est possible. On peut aussi répondre non : le système financier grec ne va pas s'effondrer si le pays sort de la zone euro en prenant les mesures nécessaires. Celles-ci ont été détaillées plus haut et peuvent se résumer aux quelques réformes essentielles suivantes : réquisition de la banque centrale, annulation et restructuration de la dette publique, non-convertibilité de la drachme, parité de change fixe, contrôle des mouvements de capitaux et de changes, fermeture du marché obligataire, nationalisation de toutes les banques et compagnies d'assurance, encadrement et sélectivité du crédit, autorisation donnée à la banque centrale de faire des avances non remboursables au Trésor, sans intérêt... Si un gouvernement prend ces mesures, il s'en sortira, la Grèce redémarrera rapidement.

Il existe probablement une préoccupation tactique dans les propos d'Alexis Tsipras. A-t-il besoin de parler de la sortie de la zone euro en ce moment, puisque les oligarques européens en parlent à sa place ?

- Si la Grèce sort de l'euro, il y aura « *désintégration de la zone euro* ».

La réponse est carrément non. Il faudrait, pour être convaincant – exercice impossible à réaliser dans le cadre de l'entretien donné à *L'Humanité* – argumenter et justifier un tel propos aux conséquences, là aussi, considérables. Car on comprend dans cette affirmation que les forces de gauche ne doivent surtout pas revendiquer la sortie de leur pays de la zone euro, car elles porteraient la responsabilité historique de la « *désintégration de la zone euro* ». Il est difficile de dire si cette appréciation résulte de préoccupations tactiques ou si c'est une vraie conviction. On peut comprendre qu'à quelques jours d'une échéance cruciale pour son pays, le dirigeant de SYRISA ne veuille pas changer de doctrine sur cette question pour des raisons pratiques (pas le temps d'organiser un débat interne avec les militants) et tactiques (ne pas effrayer la population). Rassurons Alexis Tsipras. Quand la Grèce sortira de l'euro, on n'assistera pas à la désintégration de la zone euro. C'est d'ailleurs dommage, mais un tel phénomène ne se produira pas. La Grèce, en effet, ne « pèse » que 2% du PIB européen et ne représente pas une masse critique susceptible de provoquer cet effondrement. La BCE et les gouvernements ont les moyens de faire face pour protéger les profits de la classe capitaliste. Les institutions européennes sont faites pour cela.

- « *Il y aurait une dévaluation de la monnaie et une fuite massive des capitaux. Cette dernière a déjà commencé* ».

Pourquoi présenter la dévaluation comme une menace ? Oui, il faut une dévaluation, mais dans les conditions présentées plus haut. C'est une condition essentielle pour le redressement de la Grèce. Oui, il y a déjà une fuite massive de capitaux qui ne pourra que s'accroître. Et alors ? Les mesures pour endiguer un tel phénomène sont connues et efficaces (voir plus haut). Quelques rappels néanmoins. La non-convertibilité de la drachme : ceux des Grecs qui seront partis avec leurs euros ne pourront plus les utiliser en Grèce puisque la monnaie sera la drachme. Ils auront l'air malin ! Pour qu'ils reviennent, ils seront obligés de négocier avec le gouvernement qui en profitera pour les passer au scanner fiscal. En attendant, l'État créera la monnaie fiduciaire et scripturale nécessaire. Pas de problème. Le contrôle des changes et des mouvements de capitaux freinera l'évasion des euros. Quand la drachme sera réintroduite, comme elle sera non-convertible, le phénomène de fuite des capitaux s'éteindra de lui-même.

- *« Il est important de savoir que les effets ne seraient pas grecs uniquement. Une éventuelle sortie de la Grèce de l'euro conduirait les marchés à attaquer le lendemain le prochain pays candidat à la sortie de l'euro [...] Il ne faut pas avoir d'illusions sur le fait qu'une telle situation resterait sans conséquences pour les systèmes bancaires des pays du cœur de l'Europe. »*

Cette assertion est à la fois vraie et fausse. Elle est vraie car les marchés financiers, en effet, c'est leur métier, s'attaquent à tout ce qui bouge. Ils peuvent donc, face à des gouvernements dirigés par des ânes ou des agents qui leur sont dévoués, faire des razzias comme ils l'ont déjà fait. Mais cette opinion est fausse si les gouvernements sont composés d'hommes et de femmes ayant une solide volonté politique de transformer la situation, et sachant comment s'y prendre pour faire face aux marchés financiers (voir plus haut).

## 2.- Analyse de l'émission de Jean-Luc Mélenchon sur France-Inter le 20 mai 2012

- *« Il est dit que si la Grèce continue comme cela, on va la chasser de l'euro. Ah bon ? Personne ne s'est soucié de savoir comment on faisait pour exclure un État de la zone euro. Cela n'existe pas dans le traité de Lisbonne. Par conséquent on ne peut pas sortir un pays de l'euro autrement que si lui-même décide d'en sortir ».*

Oui, c'est vrai, aussi étrange que cela puisse paraître, il n'existe aucune clause dans les traités européens permettant la sortie volontaire ou l'expulsion d'un pays de la zone euro. Cela permet-il d'affirmer que l'Union européenne ne peut pas expulser un pays ? Non. L'Union européenne – c'est-à-dire les 26 autres pays membres – peut invoquer une situation d'une exceptionnelle gravité dans un pays, menaçant la stabilité de l'ensemble et risquant de s'étendre aux autres nations. Elle aurait alors les mains libres pour prendre des décisions conduisant à la sortie de la Grèce de la zone euro. Il ne faut cependant pas s'attendre à une décision de l'Union européenne d'exclure explicitement la Grèce. Ce n'est pas comme cela que les choses se passeront. L'Union européenne mettra un terme à ses « aides », tout comme le FMI, puisque la Grèce « *ne respecte pas ses engagements* », même si ces institutions proposent un certain accompagnement. Dès lors, c'est la Grèce elle-même qui sera contrainte de prendre la décision de sortir de la zone euro, la décision n'aura pas été prise formellement et juridiquement par l'Union européenne. Au-delà de ces artifices, le résultat sera le même : l'Union européenne aura bel et bien expulsé la Grèce.

- *« Personne ne peut souhaiter que la Grèce sorte de l'euro parce que cela voudrait dire qu'elle serait mise en liquidation et que donc tous ceux qui ont de l'argent investi dans cette histoire, ils perdraient jusqu'à leurs chaussettes ».*

Tous ceux qui souhaitent que la Grèce s'en sorte ne peuvent que souhaiter qu'elle se sauve le plus vite possible de la zone euro. Par la gauche. La « *liquidation* » d'un État n'existe pas. La Grèce doit annuler sa dette, engager ensuite des négociations pour la restructurer, sortir de la zone euro pour créer la monnaie dont elle aura besoin, se débrancher des circuits des marchés financiers en engageant un processus de démondialisation. Quant à ceux qui ont « *de l'argent investi dans cette histoire* », la formule est trop floue pour qu'on puisse y réagir. En tout cas, qu'il s'en défende ou non, Jean-Luc Mélenchon rejoint le parti de la peur en tenant de tels propos.

- *« Si la Grèce devait être mise en faillite il y a au moins trois banques françaises qui y passeraient et deux banques allemandes qui auraient dans leur bilan des dettes colossales ».*

Encore une fois, un État ne peut pas être mis en faillite. Cela n'existe tout simplement pas. Quant aux banques françaises qui « y passeraient », ce serait possible si les ânes évoqués plus haut gouvernaient la France. Ce n'est pas le cas, et même le gouvernement socialiste actuel n'a pas intérêt à la disparition de trois banques. C'est quand même énorme, cette affirmation, d'autant qu'elle ne repose strictement sur rien et qu'il est rigoureusement impossible que ces trois banques (dont le nom n'a pas été donné) disparaissent. Il suffira que la Banque de France apporte les liquidités nécessaires, comme vient de la faire la banque centrale grecque pour 18 milliards d'euros. Si ce n'est pas suffisant, le gouvernement doit retirer immédiatement les banques concernées de la cotation à la Bourse et les nationaliser. La recapitalisation – par un acte de désobéissance européenne audacieux – pourra être faite par la Banque de France. Où est le problème ? En quoi ces banques vont-elles « y passer » ?

- « Les gens raisonnables doivent prendre la décision suivante : la dette grecque doit être rachetée à 1% ; la BCE doit prêter à la Grèce à 1% ».

Oui, pourquoi pas ? Mais que faire si la BCE refuse ? Pourquoi ne pas proposer un plan « B » ?

Le plus étonnant, dans les propos d'Alexis Tsipras et Jean-Luc Mélenchon, est qu'ils sont dans le déni. Pour eux la Grèce ne peut pas, ne doit pas sortir de la zone euro, sinon ce serait la catastrophe. Ils ne peuvent pas envisager cette hypothèse et restent muets sur ce qu'il conviendrait de faire si la Grèce, malgré tout, était contrainte sous la force des événements à sortir de la zone euro. Selon un haut fonctionnaire bruxellois, la sortie de la Grèce de la zone euro « ne sera pas nécessairement le fruit d'une décision politique réfléchie, elle peut être avant tout être la conséquence d'un enchaînement d'événements incontrôlés » (*Le Monde*, 21 mai 2012). C'est exactement ce qui s'est passé en Argentine en 2001. Le gouvernement de l'époque n'était pas *a priori* favorable au découplage du peso d'avec le dollar américain ni avec l'annonce du défaut. Mais l'évolution de la situation, et les luttes sociales, l'ont obligé à le faire. Pourquoi refuser de penser que la même chose puisse se produire pour la Grèce et d'autres pays de la zone euro ? Même cette hypothèse, qui relève du bon sens et de la logique, n'est pas envisagée par la gauche. Cette posture n'est pas cohérente. Elle donne de la gauche un sentiment d'impuissance qui ne favorise pas sa progression et son rayonnement. Comment faire confiance à des dirigeants politiques qui refusent d'envisager une situation qui peut se produire, à laquelle de nombreux acteurs politiques, institutionnels et économiques réfléchissent, témoignant ainsi de leur manque de préparation ?

### 3.- Analyse de la position du KKE

Le site du KKE en français ne contient aucun texte évoquant la question de l'euro. Dans une « *Déclaration commune des partis communistes et ouvriers des cinq pays aux taux de chômage les plus élevés de l'Union européenne* », signée par le KKE, l'euro n'est pas non plus mentionné, comme s'il n'avait aucun lien avec le chômage. Selon cette déclaration, « *seule une économie socialiste, c'est-à-dire une économie centrale planifiée qui sera basée sur le pouvoir populaire et la socialisation des moyens de production peuvent garantir le droit au travail pour tous.* » Cet extrait montre que le KKE n'envisage pas de transition entre la situation actuelle, dans le système capitaliste, et le socialisme. Le passage de l'un à l'autre semble devoir s'effectuer d'un coup. Cette vision explique pourquoi le KKE ne souhaite pas participer à une alliance politique avec SYRISA, puisqu'il rejette toute notion d'étape vers le socialisme. Le KKE présente donc comme unique solution à la crise son propre renforcement, puisque la notion même de gauche, pour lui, n'existe pas, lui-même ne se considérant pas comme étant de gauche.

Question : ce socialisme se fera-t-il avec l'euro, le système monétaire le plus sophistiqué du système capitaliste ?

Les ambiguïtés du KKE ne permettent pas de comprendre quelle est exactement sa position sur l'euro. Ainsi, pour Yannis Gkiokas, député du KKE (site internet de

*L'Humanité*) : « Aujourd'hui, le capitalisme est dans une situation telle qu'il ne peut rien céder [...] La perspective est le socialisme. Nous disons que c'est pour aujourd'hui. Nous voulons que ce soit un but de la lutte. Nous voulons sortir de l'euro et de l'Union européenne [...] nous voulons l'annulation de la dette grecque ». Pour Procope Panagoulis, représentant du KKE en France, lors d'une réunion publique tenue à Vénissieux le 15 mars 2012 : « pour nous la crise est provoquée par le capitalisme, c'est une crise de surproduction [...] Le KKE combat les théories du retour à la monnaie nationale. Une sortie de l'euro, sans sortie de l'Union européenne, et sans prise du pouvoir par le prolétariat ne fera que soutenir le capitalisme dit national. »

Qui faut-il croire : Yannis Gkiokas, député du KKE, ou Procope Panagoulis, représentant du KKE en France ?

Il ressort de tout cela l'impression d'un manque de maîtrise et de compréhension des mécanismes de la crise et des possibilités de l'endiguer. Les dirigeants de ces partis, par leurs silences, leurs approximations ou leurs inexactitudes, montrent parfois qu'ils ne comprennent pas ce qui se passe. Et qu'au-delà de leurs volutes rhétoriques, ils sous-estiment totalement les possibilités techniques qui s'offrent pour sortir de la crise. Une intense activité d'éducation populaire est nécessaire en direction des sympathisants, militants et dirigeants de ces partis politiques pour les former à toutes ces questions, organiser les débats qu'ils refusent de tenir, accepter les vraies confrontations d'idées qui restent aujourd'hui interdites.

### **Conclusion générale**

Le meilleur témoignage de solidarité à exprimer en faveur des Grecs est de lutter, avec eux, pour se libérer du système tyrannique de l'Union européenne et de l'euro.

#### **Annexe 1 : Résultats des élections législatives du 6 mai 2012**

- Nouvelle Démocratie (droite) : 18,92% et 58 sièges + 50. 33,48% en 2009.
- SYRISA (gauche radicale) : 16,75% et 52 sièges
- PASOK (social-démocrate) : 13,22% et 41 sièges. 43,92% en 2009, 160 sièges.
- Grecs indépendants (droite souverainiste) : 10,58% et 33 sièges
- KKE (communistes) : 8,47% et 26 sièges
- Aube dorée (extrême droite) : 6,97% et 21 sièges
- Dimar (gauche démocratique) : 6,09% et 19 sièges